

INPRECOR

Numéro 240 du 13 avril 1987 - 12FF - 85FB - 4FS

Пролетарии всех стран, соединяйтесь!

Коммунистическая партия Советского Союза



ПРАВДА

Газета основана
5 мая 1912 года
В. И. ЛЕНИНЫМ

Орган Центрального Комитета КПСС

№ 91 [25078]

Среда, 1 апреля 1987 года

Цена 4 коп.

Union soviétique : Le changement ?

Des voix de l'intérieur parlent



El Salvador Duarte dans l'impasse

SOMMAIRE DU NUMERO 240 DU 13 AVRIL 1987

3	URSS	La classe ouvrière face à la "refonte" de Gorbatchev	David SEPPO
5		"Le Grand frère, c'est nous" ; Interview d'Alexandre Severoukhine	
11	ETAT ESPAGNOL	Le mouvement anti-guerre, un an après le référendum	Enric PRAT
14	EL SALVADOR	Duarte dans l'impasse	Arnold BERTHU
17		"Le Salvador est polarisé entre le FMLN et les forces armées" Interview de Barnabé Recinos, dirigeant de l'UNTS	Propos recueillis par <i>Pensamiento Propio</i>
21		Dans la prison de Mariona ; Interview de Mercedes Sanz, militante du PSO	Propos recueillis par Arnold BERTHU
22	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		

TCHECOSLOVAQUIE : D'un procès politique à l'autre ; ALLEMAGNE : De nouveau les 35 heures ; NICARAGUA : Crise de la contra ; ETATS-UNIS : Victoire contre la discrimination ; ETAT ESPAGNOL : il y a cinquante ans, Guernica ; AFRIQUE DU SUD : La censure quotidienne ; BELGIQUE : Vague de grèves en Flandres.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays. 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom : _____

Numéro et Rue : _____

Commune

Code Postal '---' Pays '-----'

Réabonnement ☐Abonnement ☐

La classe ouvrière face à la "refonte" de Gorbatchev

Etant donné son poids dans la société, il est évident que la classe ouvrière soviétique détient la clef de l'évolution future de l'URSS. Pourtant la réalité de cette classe est extrêmement mal connue en Occident. Nous avons déjà publié dans notre numéro 202 du 9 septembre 1985 une étude détaillée de Bogdan Krawchenko qui essaie de combler cette lacune.

L'article que nous publions ci-dessous fait le point sur la situation actuelle de la classe ouvrière

David SEPPO

Selon la vision "totalitaire" de la société soviétique, qui domine en Occident, les ouvriers seraient atomisés, entièrement soumis à l'Etat absolu. Leur situation économique ressemblerait à celle des ouvriers des pays capitalistes, sauf que les travailleurs soviétiques seraient privés des droits politiques et syndicaux essentiels à leur défense contre l'exploitation. Mais la réalité est plus complexe. Si les droits politiques et syndicaux font bien défaut, les ouvriers au niveau de l'atelier sont loin d'être atomisés et possèdent bien certains droits et moyens leur permettant de défendre leurs intérêts les plus immédiats. Cela est possible grâce à certains traits centraux du système actuel de gestion centralisée, "administrative", de l'économie. C'est ce système que Gorbatchev s'efforce de changer.

ETRE OUVRIER DANS UN ETAT OUVRIER

Quels sont les principaux traits du système actuel ? Il y a d'abord le plein emploi, et même la pénurie criante de main d'œuvre, malgré des poches locales de surplus. En outre, les ouvriers (mais non pas les cadres et les employés diplômés) jouissent de la sécurité d'emploi : ils ne peuvent pas être mis à pied pour des raisons d'ordre économique. Cela n'est pas le cas pour les délits politiques, mais les conflits locaux opposant ouvriers et administration ne sont pas considérés comme politiques par les organes de répression. Cette situation crée un rapport de force dans l'entreprise favorable aux ouvriers, dont l'administration a besoin tandis qu'eux peuvent facilement trouver un autre emploi où les conditions seraient peut-être davantage à leur goût. Malgré l'absence des syndicats pour les défendre, les ouvriers peuvent donc "voter

avec leurs pieds" en changeant d'emploi et ils le font chaque année à un taux très élevé. De plus, l'emploi informel de grèves et d'autres moyens collectifs de pression au niveau de l'atelier est assez fréquent, surtout dans l'industrie lourde.

Un deuxième trait du système de gestion "administrative" est la base d'intérêt commun, ou, plutôt, de collusion, qu'il crée entre les ouvriers et l'administration de l'entreprise face aux pressions des autorités centrales. L'entreprise soviétique est très différente de l'entreprise capitaliste, où la direction cherche à maximiser les profits en intensifiant l'exploitation des ouvriers, c'est-à-dire en maintenant les salaires bas et en intensifiant le travail. Cet intérêt de l'administration capitaliste est une vérité évidente que vérifient chaque jour les travailleurs des pays capitalistes. Les ouvriers soviétiques ont une attitude beaucoup plus ambivalente envers la direction de l'entreprise. "Nous" sommes bien les ouvriers, et "eux" les cadres, mais les ouvriers soviétiques affirment que la direction ne les presse pas outre mesure et qu'elle essaie de leur donner le meilleur salaire possible dans les circonstances.

Cette collusion revêt des formes les plus variées, mais sa manifestation la plus célèbre est la *pripiska* - l'ajout - de travail et de production fictifs. Cela fait le jeu des deux parties : de l'ouvrier, qui gagne un salaire plus élevé qu'il ne mériterait selon son travail réel ; du directeur, qui réalise et surpasse le plan, dont l'indice principale est la production brute. Ce n'est "que" l'économie globale, la préoccupation des autorités centrales, qui perd. Durant "l'âge d'or de la classe ouvrière", comme nous a qualifié la période brejnévienne un jeune métallo soviétique, la *pripiska* pouvait atteindre jusqu'à 40% de la production totale déclarée.

En l'absence de terreur, abolie après la

soviétique, à partir de recherches et de discussions avec des ouvriers et des ouvrières soviétiques menées au cours de séjours récents de l'auteur en URSS. Il en ressort notamment que si cette classe ne se mobilise pas spontanément derrière la politique réformatrice de Gorbatchev, à laquelle elle fait preuve d'une vive méfiance, elle est loin d'être cette masse conservatrice et opposée au changement que décrivent certains soviétologues occidentaux. ■

mort de Staline, ces deux traits ont comme conséquence une pression constante vers l'augmentation des salaires, sans aucun rapport avec la croissance de la productivité, et cela en dépit des autorités centrales qui insistent pour que toute augmentation de salaire soit conséquente à l'augmentation de la productivité. La situation est semblable pour l'éventail des salaires, qui est très égalitaire dans une même industrie, malgré les condamnations incessantes de la part des autorités centrales à propos du "nivellement".

Un troisième trait du système de gestion "administrative" est l'importance du salaire social : la nourriture, le logement, et les services fortement subventionnés ou gratuits, c'est-à-dire des biens et des services dont on jouit sans rapport avec le travail effectué. Même si leur niveau et leur qualité sont peu élevés, ces biens et services fournissent aux ouvriers une marge de sécurité dont l'importance n'est pas à sous-estimer.

En somme, sous ce système le directeur n'a ni l'intérêt ni les moyens que possède le directeur capitaliste pour assurer une utilisation "rentable" du travail, ou, en d'autres mots, pour intensifier ou mesurer l'exploitation des travailleurs. Les ouvriers, quant à eux, possèdent des moyens informels leur permettant de faire valoir leurs intérêts les plus immédiats.

LE PROJET GORBATCHEVIEN

Gorbatchev veut changer ce système en introduisant un mode de gestion s'appuyant sur des moyens économiques, indirects, et en accordant à l'entreprise une large autonomie. Ainsi, il a expliqué au Plenum du Comité central le 27 janvier 1987 : "La limitation des droits économiques des entreprises et des trusts a eu des conséquences graves. Cela a miné la base matérielle de la stimulation, a

empêché la réalisation de résultats élevés, a mené au déclin de la discipline et de l'ordre (...) Il y a eu des infractions graves au principe socialiste de la distribution selon le travail (...) Il s'est développé une mentalité de dépendance. Dans la conscience des gens la psychologie du niveau a pris racine (...) La rupture du lien entre la mesure du travail et la mesure de la consommation non seulement déforme l'attitude envers le travail mais amène également à une déformation du principe de la justice sociale - et cela, c'est déjà une question d'une grande signification politique. (Pravda, 28 janvier 1987, p.1).

La réforme économique, si elle est introduite de façon un tant soit peu conséquente, transformera la situation des ouvriers. Car les directeurs d'entreprises, soumis dès lors aux lois du marché, seront motivés principalement par la recherche du profit, dont l'un des moyens principaux sera l'utilisation "économe" du travail. Les salaires seront étroitement liés à l'effort fourni et à la performance de l'entreprise. Les subventions et les autres aspects du salaire social seront réduits de façon radicale. La pénurie de main d'œuvre et la sécurité d'emploi disparaîtront. Le chômage, même si de caractère épisodique et régional, fera son apparition¹. Les inégalités salariales augmenteront. Voilà le tableau tracé, entre autres, par la sociologue Tatiana Zaslavskaia dans le numéro de novembre 1986 de *Kommunist*, la revue théorique du Parti communiste de l'Union soviétique.

Même si ces mesures sont proposées au nom du progrès et de la justice sociale, leur effet immédiat sera une dégradation de la situation des travailleurs. Pourtant, il serait erroné, à notre avis, de taxer les ouvriers de privilégiés, de conservateurs et même de réactionnaires. Leurs "privilèges" représentent une réponse rationnelle à un système qui les prive de tout droit politique. Ils sont en quelque sorte un substitut au pouvoir politique, surtout le droit de contrôle sur la gestion de l'économie nationalisée et aux droits syndicaux.

Vue sous cet angle, la méfiance des ouvriers envers une réforme qui vise dans l'immédiat à les réduire au statut économique de l'ouvrier dans le système capitaliste, sans leur donner aucune garantie politique que la réforme sera bénéfique à moyen et à long terme, devient très compréhensible. Jusqu'ici l'expérience des ouvriers sous Gorbatchev est plutôt négative : resserrement de la discipline, intensification du travail, réduction des salaires, sans amélioration significative dans la sphère de la consommation.

Gorbatchev lui-même comprend bien le problème. Par l'aspect démocratique de la "refonte", il cherche à créer un engagement politique essentiel pour la réussite de sa réforme économique. L'originalité de

la "refonte" réside précisément dans ce lien étroit tracé par Gorbatchev entre la réforme décentralisatrice et la démocratisation. A l'exception du "Printemps de Prague" en 1968, aucune autre tentative de réforme économique dans le bloc soviétique n'a touché au système politique, caractérisé par le monopole du pouvoir dans les mains de la bureaucratie du parti-Etat. Au contraire, les réformes étaient en grande partie conçues pour prévenir des revendications politiques. Selon Gorbatchev, on a besoin : *"du maximum de démocratisation (sic) du système socialiste pour que l'individu se sente maître et créateur (...) Seule une personne qui se sent maître dans sa maison peut y faire de l'ordre (...) La démocratie n'est pas simplement un slogan, c'est l'essence même de la refonte."* (Pravda, 28 janvier 1987, p.2).

Gorbatchev a justifié l'introduction du principe de l'élection des directeurs d'entreprise par les travailleurs en expliquant que sous la réforme *"le bien-être du collectif ouvrier dépendra des capacités des dirigeants. Les ouvriers doivent donc disposer de moyens réels pour influencer le choix du directeur et pour contrôler son activité"*. (Ibid, p.3).

Reste à voir si la démocratisation de Gorbatchev ira assez loin pour convaincre une classe ouvrière rendue sceptique par plus de soixante ans de despotisme bureaucratique. Et en effet, lors du Plénum de janvier, Gorbatchev s'est empressé de rassurer les membres du Comité central *"qu'il ne s'agit pas bien sûr d'une rupture quelconque dans notre système politique"*. (Ibid.) Et le Congrès des syndicats de février, malgré un discours plus franc et critique, n'a vraiment pas laissé prévoir une réforme en profondeur de ces organisations qui leur permettrait une prise en charge réelle des intérêts des travailleurs contre la direction des entreprises.

On peut donc douter que Gorbatchev réussisse dans un proche avenir à mobiliser la classe ouvrière derrière sa réforme. Au contraire, elle restera méfiante et opposée, même si, pour l'instant au moins, cette opposition revêt des formes plutôt sourdes et passives.

VERS UNE CRISE POLITIQUE

La perspective à moyen terme en URSS est celle d'une crise politique, une crise des "sommets", c'est-à-dire au sein du régime bureaucratique lui-même. Car l'opposition à la refonte y est profonde. La crise éclatera au moment où il deviendra possible de dépeindre la refonte comme un échec. Ce moment viendra, pour au moins deux raisons. D'abord, la réforme que propose Gorbatchev est incohérente et laisse intact, quoique affaibli, l'ancien système de gestion tout en y ajoutant des éléments du nouveau.

Ensuite, et plus important, il est pratiquement impossible de réaliser une réforme structurelle profonde de l'économie et en même temps atteindre des objectifs élevés de production. Pourtant c'est ce que promet Gorbatchev.

L'issue de cette crise et de toute cette période de réforme en URSS dépendra en fin de compte de la classe ouvrière, la seule force sociale capable de s'opposer au conservatisme de l'appareil. Si Gorbatchev veut vraiment changer quelque chose dans son pays, il sera obligé d'offrir à la classe ouvrière une véritable alliance, ce qui veut dire lui donner un véritable droit de contrôle sur la gestion de l'économie, démocratiser jusqu'au bout. S'il le fait, il trouvera une alliée puissante et loyale contre les forces de la stagnation et de la réaction, comme l'a montré l'expérience du régime dirigé par Alexandre Dubcek en Tchécoslovaquie en 1968. S'il refuse cette alliance, il sera obligé d'abandonner ses réformes, ou bien il sera limogé.

Mais, même dans ces deux derniers cas, on peut s'attendre à une mobilisation ouvrière contre une bureaucratie réactionnaire qui cherchera à faire payer à la classe ouvrière les frais de sa gestion incompétente et criminelle. Car si les ouvriers parlent souvent de la période brejnévienne comme leur *"âge d'or"* - car *"il était facile de s'entendre avec la direction"* - ils ne se sont jamais habitués à l'anarchie, au gaspillage, à l'irrationalité criante qu'ils rencontrent chaque jour dans les usines et qui les écœurent et les démoralisent. Cette situation sera d'autant plus intolérable qu'elle aura été dénoncée de façon systématique pendant quelques années dans les médias par un régime qui a promis des *"réformes révolutionnaires"* pour la corriger.

Mais sur quelle base osera-t-on prédire une mobilisation politique de la classe ouvrière soviétique dont la passivité, date de la fin de la guerre civile, il y a presque 70 ans ? Il y a d'abord sa stabilisation

¹ Le 26 mars 1987, l'agence soviétique Tass a fait état de la première faillite d'une entreprise en URSS. Il s'agit d'une entreprise de construction de Leningrad employant 2 000 personnes. D'après un projet de loi, pas encore adoptée par le Soviet suprême, les travailleurs ainsi privés d'emploi percevront pendant trois mois l'équivalent du salaire moyen en URSS. Par la suite, ceux qui ne pourront trouver un travail dans la même branche devront se recycler.



sociologique au cours des années 1960 et 1970. Les jeunes ouvriers d'aujourd'hui sont nés en ville, et sont eux-mêmes les enfants d'ouvriers. Ils sont bien enracinés dans la culture et dans le milieu social ouvrier. Ils sont plus scolarisés et ils n'ont connu ni la terreur, ni la guerre. De plus, les tentatives de réforme de Gorbatchev, qui visent à briser les bases de la collusion entre les ouvriers et l'administration d'entreprise, ne peuvent que favoriser la séparation sociale et une prise de conscience de classe plus nette parmi les ouvriers.

Sur le plan politique, la mobilisation ouvrière sera favorisée par une "crise des sommets" qui risque d'être très sévère. De plus, dans l'espace fourni par l'ouverture politique partielle d'aujourd'hui, il se forme déjà une couche de militants, pour l'instant marginaux qui, par contraste avec les dissidents de jadis, non seulement ne craignent pas les "masses", mais cherchent à entrer en contact avec elles. Ces militants, qui restent hors du contrôle de l'appareil, même s'ils sont surveillés par lui, jouissent de l'appui des éléments "libéraux" du régime. Quand la crise arrivera, il y aura donc - et ce sera la première fois - une couche de militants expérimentés, liés à la classe ouvrière, capables de l'aider à s'organiser et à clarifier les buts d'une lutte qui ne pourra avoir comme objectifs que le contrôle populaire de l'économie et la démocratie socialiste.

DES BUTS ET DES MOYENS

A la fin du Plénum de janvier, Gorbatchev a résumé ses buts de la manière suivante : *"On peut faire de notre pays une société hautement développée, avec l'économie la plus avancée, avec la démocratie la plus large ; la société la plus humaine et morale, où la personne travailleuse se sentira maître, où elle pourra jouir de tous les biens matériels et spirituels, où l'avenir de ses enfants sera assuré, où elle aura à sa disposition le tout nécessaire pour une vie complète et riche (...) Que même les sceptiques soient obligés de dire : oui, le socialisme, c'est un système qui sert le bien des gens, leurs intérêts sociaux et économiques, leur développement spirituel."* (Ibid, p.5)

Cette vision contraste profondément avec le discours brejnévien, qui excluait toute idée de changement qualitatif, en qualifiant le système actuel de "socialisme réellement existant", c'est-à-dire le seul socialisme possible dans un avenir prévisible. Mais des changements qualitatifs un tant soit peu stables en URSS sont inconcevables sans la mobilisation indépendante des masses populaires, et avant tout de la classe ouvrière. ■

David SEPPO
20 mars, 1987.

"Le Grand frère, c'est nous"

Interview de Alexandre Severoukhine

L'interview que nous publions ci-dessous a été obtenu au cours d'un voyage en URSS. Alexandre Severoukhine, qui se décrit lui-même comme oppositionnel de gauche et se réclame du marxisme, donne son point de vue sur une série de questions : les divers courants de l'opposition actuelle, la classe ouvrière soviétique, l'attitude qu'il faut prendre par rapport aux réformes de Gorbatchev, la question nationale, la guerre d'Afghanistan.

Venant d'un marxiste indépendant du régime, qui vit et milite en URSS, ses réponses sont du plus grand intérêt, qu'elles bouleversent ou réconfortent nos idées reçues sur les questions qu'il traite. ■

- Je voudrais commencer par te poser une question un peu générale. En tant que militant s'efforçant d'avoir une vision globale de la révolution et du socialisme, comment voyez-vous, toi et tes amis, la situation en Occident et dans les pays du tiers monde - et dans les pays de l'Est, bien sûr ?

- Alexandre SEVEROUKHINE :

Nous voyons l'Occident comme ayant le système politique et économique le plus stable. Bien que la crise existe aussi en Occident, sont accumulés là encore les effets positifs du système mondial entier. C'est pourquoi nous pensons que les sociétés occidentales ne sont pas celles où la prochaine montée révolutionnaire puisse "décoller".

Le tiers-monde, quant à lui, accumule les aspects négatifs du système mondial et c'est pourquoi nous ne pensons pas que ce secteur soit la source d'un vrai élan révolutionnaire. Ces pays sont sous-développés et l'objectif principal du processus révolutionnaire n'est pas vraiment de détruire le capitalisme mais plutôt de corriger cette situation de sous-développement, de palier aux maux d'aujourd'hui. Si vous essayez d'avancer vers une issue véritablement socialiste dans un pays du tiers-monde vous serez poussé inexorablement sur une voie extrémiste. De ce point de vue-là, je vois l'expérience nicaraguayenne comme étant à la fois positive et négative. Il y a de nombreux éléments positifs, mais la cubanisation du Nicaragua est déjà entamée.

Voilà pourquoi nous pensons que paradoxalement les pays du bloc soviétique avec leurs propres crises, plus autonomes du système capitaliste mon-

dial mais néanmoins exerçant une influence sur le système mondial en général, disposent d'un potentiel révolutionnaire lequel pourrait être, s'il se réalise, d'une très grande signification pour le monde entier.

Nous avons déjà vu à l'œuvre en Tchécoslovaquie et en Pologne des processus combinés de réforme et de révolution, bien qu'en fin de compte ils aient échoué. Mais en Union soviétique nous avons de meilleures chances de réussir. Car il n'y a aucun "grand frère" qui va intervenir. Le grand frère, c'est nous.

- Que peux-tu nous dire sur l'opposition de gauche en Union soviétique aujourd'hui ?

- L'opposition de gauche est juste en train d'apparaître comme force politique. A la fin des années 1970 et au début des années 1980 le problème était tout simplement de montrer à la fois à notre propre société et à la gauche occidentale, que nous existions.

L'attitude des dissidents émigrés a été de dire qu'en Union soviétique il n'y a absolument pas d'opposition socialiste, que celle-ci a disparu après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. C'est vrai que l'opposition communiste réformateur qu'on connaissait auparavant a disparu à cette époque-là. Notre tâche fut donc de repartir à zéro. En effet, plutôt moins de zéro, parce qu'une idéologie socialiste était considérée comme éculée, voire réactionnaire. Les staliniens avaient réussi à rendre anti-socialiste la plupart des intellectuels. Mais en même temps, les dissidents et les émigrés de droite montraient que leur prétendues solutions furent encore plus totalitaires et stalinienne que le stalinisme officiel.

Soljénitsine est un exemple extrêmement typique. Mais beaucoup d'autres qui sont restés en URSS sont aussi des staliniens invertis. La jeune génération s'est rendu compte que le dogmatisme anti-communiste ne vaut pas mieux que le dogmatisme communiste et dans nos rangs il y a eu une révolte contre les deux variantes. Ironiquement, ce sont les dissidents anti-marxistes qui nous ont aidés à reprendre le contact avec le marxisme de Karl Marx.

Il existait un besoin de trouver des principes de base pour une nouvelle pensée de gauche en Union soviétique, d'étudier les traditions de la gauche occidentale ainsi que celle de la pensée socialiste russe ; d'étudier également notre propre expérience et d'élaborer les moyens de résoudre nos propres problèmes et de trouver une sorte de synthèse. Je ne dirais pas qu'on y est parvenu, simplement qu'il y a un processus de synthétisation de traditions de gauche différentes. Les gens qu'on qualifie comme étant de gauche en Union soviétique ne se considèrent pas comme "sociaux démocrates" ou "marxistes-révolutionnaires" ou quoi que ce soit, mais comme des "gens de gauche". Il n'est pas nécessaire de spécifier une tendance ou tradition parce que l'objectif est de surmonter les éléments de division, de trouver une idéologie de gauche non sectaire. Nous essayons d'intégrer des idées venant de ce qu'on appelle le socialisme de marché, des idées autogestionnaires, des éléments de marxisme révolutionnaire, etc.

Il existe aussi des tendances qui sont objectivement de gauche ou socialiste mais qui manquent de conscience socialiste - tel que le Groupe de confiance¹ - dont les positions politiques comportent des éléments de gauche et qui est associé à la gauche occidentale au travers du mouvement de la paix, mais qui ne se considère pas comme un groupe de gauche. Dans le mouvement écologiste, qui a un statut semi-officiel, il y a aussi des individus qui ont un cadre de pensée plus ou moins de gauche. Il y a de nombreux points de convergence avec nous, mais on ne doit pas les considérer comme étant vraiment de gauche.

Au sein des courants réformateurs il y a aussi quelques groupes qui évoluent, lentement peut-être vers la gauche radicale, mais ils évoluent quand même, sous la pression réelle des faits objectifs. Il existe un courant important que nous qualifions de "marxiste légal" : des idéologues libéraux officiels qui cherchent à introduire certains éléments d'un véritable marxisme dans le pseudo-marxisme officiel. Peut-être veulent-ils rénover l'idéologie officielle, lui redonner son sens original. Je ne crois pas qu'ils puissent réussir : l'idéologie officielle est

inguérissable. Mais c'est quand même un pas important que d'aller de cette idéologie vers le marxisme lui-même.

- Il y a une question qui se pose souvent en Occident quand nous parlons de nos rapports avec les socialistes à l'Est. Une bonne partie de "notre" gauche voit, ironiquement, une "collaboration objective avec la droite" dans le soutien aux prisonniers politiques en Europe de l'Est. Qu'en est-il ?

- Je connais le problème, j'en ai déjà discuté avec des amis occidentaux. Je pense que c'est parfois inévitable. Mais il vaut mieux quand même l'éviter. Parfois c'est inévitable parce lorsqu'une personne est en prison il faut l'aider par tous les moyens possibles. Mais c'est valable seulement en ce qui concerne les prisonniers.

- Un autre exemple serait celui de Solidarité en Pologne qui a reçu, bien sûr, un soutien massif de la droite, aux Etats-Unis et partout en Occident. Cette question est-elle devenue importante en ce qui concerne des manifestations ici ?

- Je pense qu'il faut participer à ces manifestations simplement pour montrer aux gens à l'Est, qui ne sont pas toujours des socialistes, qu'ils sont soutenus par des socialistes. C'est important de montrer aux militants pour la démocratie ici, qui sont ni de droite ni de gauche, que la gauche occidentale les soutient. L'argent de Reagan, l'argent américain n'a pas influencé le cours des événements en Pologne. Le soutien matériel est venu des syndicats en Occident, pas de la droite. Le soutien politique est très important, c'est aussi important pour nous de pouvoir dire, *"voilà ce qui a été fait par la gauche occidentale, pour le mouvement démocratique à l'Est. Cela montre que la gauche occidentale est démocratique, et nous avons raison d'essayer d'établir des liens avec elle"*.

- Pouvez-vous avancer cet argument ici ?

- Oui, tout en critiquant les anti-communistes et les dissidents de droite qui cherchent le soutien de Reagan et de ses pairs.

- Quelle est l'attitude du courant dans lequel tu milites envers ce type d'activités en Union soviétique ?

- Tu veux dire des activités de droite ?

Elles n'existent presque plus : La quasi-totalité de ceux qui militaient à droite sont aujourd'hui réduits au silence, en prison, ou bien passés à l'Ouest. Il est important de dire que l'activité de ce courant a cessé pas seulement à cause de la répression, bien que celle-ci ait été sévère. Dans les années précédentes, suite à la répression il y avait des militants plus jeunes qui adhéraient à ce courant et le reproduisaient dans la génération suivante. Mais depuis 1979, très peu de gens ont adhéré à ce courant, qui se trouve donc en crise par manque de sang neuf. Il n'est pourtant pas exclu qu'il réapparaisse plus tard si les conditions s'y prêtent.

- Mais il existe, tu viens de le dire, des éléments libéraux et démocratiques, mais qui ne sont pas socialistes.

- Oui, mais nous devons essayer d'intégrer ces éléments dans la "gauche large". Les émigrés de droite disent que la dissidence est morte. Ce n'est pas vrai. La dissidence de droite, elle, est bien morte, et c'est là que le bât blesse. Voilà pourquoi ils préfèrent dire que toute dissidence est morte.

- Qu'est ce qui se passe sur le plan des liens entre les oppositionnels de gauche soviétiques et ceux de l'Europe de l'Est ? Sont-ils forts ?

- Nous avons très peu de liens. Nous en avons davantage avec la gauche occidentale. C'est très regrettable. Nous avons quelques liens avec Solidarité en Pologne mais très limités. Notre impression, malheureusement, c'est que la gauche est-européenne croit surtout qu'en Union soviétique aucune gauche ne devrait exister. Ils préfèrent considérer l'Union soviétique sous le même angle que beaucoup de nations du tiers-monde voient l'impérialisme américain, c'est-à-dire comme l'ennemi total. C'est dommage qu'à une question d'une telle importance il n'y ait pour l'instant qu'une réponse aussi courte.

- Qu'est ce que tu peux nous dire sur la situation de la classe ouvrière soviétique ?

- Il faut garder en tête que la réalité de la classe ouvrière soviétique est très différente de la compréhension tradi-

¹ Le Groupe de Moscou pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les Etats-Unis, connu sous le nom de Groupe de confiance, est une structure pacifiste indépendante qui a des homologues à Leningrad et dans d'autres villes d'URSS. (Voir article de Jacqueline Allio, "Les mouvements pacifistes dans l'autre Europe", dans *Inprecor* numéro 199 du 24 juin 1985).

tionnelle en Occident du prolétariat en général. Cette classe a été créée au travers d'une industrialisation rapide dans les conditions d'un Etat totalitaire. Par la suite il y a eu une évolution vers une sorte de régime autoritaire post-totalitaire, différent pourtant du type d'autoritarisme que nous connaissons en Amérique latine ou ailleurs dans le tiers-monde. Dans ce sens là, la classe ouvrière soviétique reste plutôt marginale : elle est importante si on la mesure en chiffre, mais la véritable classe ouvrière dans le sens marxiste n'est qu'un secteur de ce qu'on appelle la classe ouvrière, qu'il faudrait appeler plutôt les "masses travailleuses" même si, espérons-nous, c'est un secteur décisif.

- **Peux-tu préciser ce que tu vois comme différenciant la classe ouvrière soviétique de la "compréhension traditionnelle en Occident", comme tu l'as dit ?**

- Au cours du processus d'industrialisation rapide le nombre de soi-disant travailleurs a augmenté très vite. Puis, pendant la période d'urbanisation accélérée sous Khrouchtchev il y a eu une deuxième vague de croissance de la classe ouvrière. Pourtant, en réalité, il ne s'agissait pas d'une vraie classe ouvrière "organique", mais plutôt d'une masse de gens marginaux, déclassés, qui ont été déplacés de leurs régions d'origines et jetés dans les usines sans conscience de classe ni structure de classe. Une telle masse ne pouvait tout simplement pas exister indépendamment du système bureaucratique. La politique officielle consistait d'intégrer les gens dans le système d'une manière qui les empêcherait de consolider leurs rapports sociaux et de devenir une classe au plein sens du mot.

Nos amis qui ont essayé d'examiner la véritable nature des rapports sociaux à l'intérieur de l'usine soviétique ont découvert qu'il existe de nombreux liens unissant les travailleurs à l'administration. Nous qualifions ces liens qui unissent les travailleurs à la bureaucratie et aux échelons inférieurs de la direction de l'entreprise, de "liens de corruption".

- **Peut-on comparer ce phénomène à celui du syndicalisme corporatiste en Occident, à une sorte de collaboration de classe ?**

- Non, il ne s'agit pas de collaboration, mais plutôt d'une collusion vénale. Par exemple, il arrive souvent que les travailleurs ne soient pas très disciplinés ni productifs. L'administration passe sous silence cette

réalité, et de leur côté, les travailleurs ne protestent pas quand ils sont sous-payés, ou quand leurs droits sont bafoués par l'administration.

Il s'agit donc de liens qui ne sont pas des liens de classe mais plutôt des liens anti-classes. Ce phénomène n'a pas été inventé artificiellement pour corrompre la classe ouvrière, il est produit organiquement par le système. Néanmoins, il existe aussi des liens de classe de plus en plus développés. Nous défendons l'idée qu'il existe une vraie classe ouvrière au sens marxiste du terme, organisée structurellement et qui correspond à la couche d'ouvriers professionnels, qualifiés. C'est cela le noyau de la vraie classe ouvrière. Ses intérêts sont fondamentaux pour les masses travailleuses toutes entières. Nous espérons que ces larges masses peuvent être intégrées à ce noyau, être organisées et entraînées par lui.

Cependant, nous savons que des couches différentes des masses travailleuses ont leurs intérêts propres et leur expérience spécifique. Ce qui intéresse le plus la classe ouvrière qualifiée, c'est l'idée de réforme, de démocratisation. Je parle d'une réforme du style qu'on a vu en Tchécoslovaquie ou peut-être dans un premier temps, de quelque chose comme le modèle hongrois qui pourrait se radicaliser par la suite. Pour les travailleurs non qualifiés, la préoccupation principale est celle de la justice. Ces couches ne sont pas tellement concernées par la question d'une réforme. Le problème pour la gauche est donc de trouver le moyen d'intégrer sur le plan idéologique les concepts de justice et de réforme.

Les réformateurs officiels s'efforcent d'élaborer un programme de mesures spécifiques qui s'orientent vers une sorte de socialisme du marché, et même vers une autogestion démocratique. Mais ils restent toujours au niveau de la théorie. En réalité que font-ils, sinon écrire des lettres aux autorités ? Notre programme doit aider à ce que s'expriment les vrais intérêts sociaux dans le mouvement pour la réforme et mobiliser les masses en défense de leurs propres intérêts. Cette question ne peut pas être résolue par le réformisme officiel. Pour la résoudre il faut créer une opposition de gauche non officielle. Voilà la raison d'être principale d'une gauche radicale en Union soviétique, d'un courant qui est plus que simplement réformiste, qui est révolutionnaire.

Quand je dis révolutionnaire, il ne s'agit pas seulement d'une définition politique ou méthodologique. Beaucoup de gens ici qui sont plutôt réformistes du point de vue théorique, qui seraient en Occident des sociaux-démocrates, sont néanmoins obligés, de par leur situation

d'oppositionnels de gauche en Union soviétique, d'adopter une attitude révolutionnaire. Voilà pourquoi nous avons la possibilité d'intégrer les différentes tendances en une sorte de "nouvelle gauche soviétique", une "gauche organique", expression de notre expérience historique de gauche pluraliste.

- **Ayant défini ainsi votre tâche, quelles sont les possibilités concrètes pour vous d'agir, de faire la propagande et de vous organiser comme mouvement ?**

- Pour des raisons que tu comprendras aisément, je ne veux pas traiter ces questions dans le détail. Mais je peux en parler d'une manière générale, ce qui sera d'ailleurs peut-être plus intéressant.

Le 27ème Congrès du parti a fait beaucoup de promesses au peuple. En même temps, il est clair que le système n'est pas capable d'honorer ses promesses. Maintenant il faudra exploiter au maximum les promesses officielles. C'est pourquoi, au moins pour l'instant, nous avons quelques possibilités de travail légal. C'est même l'aspect principal de notre activité aujourd'hui. Cependant nous nous organisons d'une manière quelque peu "conspirative", car même un travail légal doit être organisé discrètement, si on ne veut pas qu'il soit rapidement détruit.

- **Peut-être pouvons-nous passer maintenant aux problèmes plus généraux. Quels sont les problèmes économiques les plus significatifs actuellement ?**

- Les grandes tendances économiques en URSS sont déjà bien connues en Occident. La chute des prix pétroliers, accompagnée de la diminution de la production a créé une situation très défavorable pour l'économie soviétique. C'est grave parce que Brejnev avait orienté l'économie vers des exportations pétrolières. Ces dernières furent nécessaires pour payer les importations de technologie occidentale et de blé, tous les deux utilisés pour appuyer la stabilité intérieure.

Ensuite Brejnev voulait contourner les difficultés de la production pétrolière en partie grâce à l'énergie nucléaire. Mais depuis les événements de Tchernobyl il est clair que le programme d'énergie nucléaire ne peut pas jouer ce rôle. Il est devenu évident que les faiblesses structurelles du système sont plus fortes qu'aucune force objective. Je veux dire par là, que nous avons des ressources naturelles, mais que nous avons maintenant réussi à les gaspiller en les remplaçant par des pénuries.

Un deuxième problème est celui des équipements, lesquels, dans les usines soviétiques, ne sont pas seulement dépassés d'un point de vue technologique, mais complètement usés. En ce moment les machines tombent littéralement en morceaux. Des économistes prédisent qu'à la fin des années 1980, il sera simplement très difficile de maintenir le fonctionnement de l'économie à son niveau actuel. Autrement dit, à un certain point le système lui-même rend contre-productives toutes les décisions qui sont prises, sabote donc le processus de prise de décisions. Cela correspond à une étape particulière du développement logique du système, un moment de changement qualitatif.

Il y a une loi marxiste, celle de la contradiction qui peut se développer entre les forces productives et les rapports de production. En Union soviétique les rapports de production ne sont pas seulement en contradiction avec les forces productives, mais sont en train de détruire la possibilité d'un véritable développement de ces forces au-delà d'un niveau minimal. A long terme cette contradiction est mortelle pour le système.

La seule solution serait une réforme économique - mais une réforme qui ne pourrait être réalisée qu'au travers d'une lutte sociale. Une lutte sociale, comme tu le sais, n'est pas quelque chose qui se déroule entre deux fractions politiques, mais entre des classes. Tôt ou tard cette lutte se radicalisera et impliquera des couches plus larges de la population. Voilà pourquoi le "réformisme" constitue ici la seule façon d'être "révolutionnaire". Nous devons soutenir les initiatives des réformistes tout en cherchant à les transformer en initiatives populaires, en essayant de mobiliser le soutien à la base de la société. Une fois que ce soutien sera acquis, les initiatives ne seront plus réformistes, elles deviendront révolutionnaires.

- Est-ce parce qu'elles seront soumises à une impulsion qui vient de l'extérieur ?

- Oui. Elles deviendront partie d'un mouvement spontané. Notre tâche principale est d'expliquer aux gens qu'eux-mêmes doivent agir pour guérir les maux du système. Même s'ils appuient certains aspects de ce système et ne cherchent pas à le détruire. Ils doivent s'engager dans la vie de la société et ainsi, se produire quelque chose de nouveau, qui transformera d'ailleurs ceux qui y participent.

- En Occident de nombreux analystes accordent un rôle significatif à la question nationale

comme source d'instabilité potentielle en Union soviétique. Quelle est ton opinion sur ce type d'analyse ?

- Je ne pense pas que la question nationale constitue le problème principal, bien qu'elle soit sans aucun doute réelle. Il existe des degrés de russification différents dans chaque république. On pourrait peut-être dire que les républiques les plus arriérées ont gagné d'avoir été "colonisées", d'avoir été incorporées dans le système. Par exemple, quant on parle de l'Azerbaïdjan en termes de russification, il n'est pas difficile de comprendre que ce processus constitue sous certains aspects un développement positif, une forme de modernisation. Les républiques les plus avancées, en revanche, se sentent plus ou moins bloquées.

Il est intéressant de noter que la politique officielle, en créant des élites nationales locales, crée en même temps le problème du nationalisme. L'élément principal dans ces cas n'est pas celui d'une lutte de nationalités opprimées contre des Russes, mais d'une lutte fractionnelle entre des bureaucraties : la bureaucratie locale élevée dans la période soviétique, produite par le système, qui veut avoir davantage de droits et de possibilités à l'intérieur du système, s'oppose à la bureaucratie grand-russe. Pour beaucoup de bureaucrates, par exemple en Azerbaïdjan ou en Ouzbékistan, l'aspect le plus important de leurs sentiments nationaux est le désir de s'emparer de postes actuellement occupés par des Russes.

Il existe aussi une sorte de nationalisme intellectuel, mais que je ne qualifierais pas de véritable nationalisme. En effet, beaucoup d'intellectuels russifiés qui se disent nationalistes sont plutôt concernés par des problèmes tels que la censure, qui affectent tous les écrivains et artistes. Il existe donc des types de nationalisme différents. Notre tâche est de coopérer avec les tendances progressistes dans des courants nationalistes, prenant appui sur leurs aspects positifs. Mais nous ne devons pas soutenir le nationalisme en tant que tel. C'est un point très important.

La spéculation en Occident sur l'Union soviétique qui serait en train d'être déchirée par différents nationalismes est simplement fausse. Il y a beaucoup de problèmes et de dangers pour le système, mais le nationalisme ne constitue pas la menace la plus importante. Tout au plus pourrait-il jouer un rôle, sous certaines conditions, ensemble avec d'autres facteurs.

- De quelle manière la question nationale pourrait-elle se

combiner avec d'autres facteurs pour produire des crises dans le système ?

- Je ne suis pas spécialiste des problèmes nationaux sauf peut-être sur les républiques baltes que j'ai essayé d'étudier en plus grand détail. Mais mon sentiment est que dans la plupart des républiques l'heure des mouvements spécifiquement nationaux est déjà largement révolue. Maintenant les gens sont plus concernés par les problèmes généraux du système. Je considère cette évolution comme positive. Ce qui ne veut pas dire que les questions nationales ne sont plus importantes, au contraire. Mais elles s'intègrent de plus en plus à la crise généralisée du système.

Au sein des tendances réformistes officielles, celles qui fonctionnent de manière légale, on peut identifier la tendance écologiste, ainsi qu'une tendance qui évolue vers la gauche, vers des positions autogestionnaires. Cependant, le problème des nationalités n'est repris par aucune tendance réformiste. Elle est utilisée essentiellement par les dissidents. Comme je l'ai dit, une des idées de nos groupes est d'intégrer les différentes tendances et revendications dans un mouvement de réforme radicale large, qui pourrait plus tard devenir autre chose qu'un simple mouvement réformiste. Dans ce cadre il faut consacrer beaucoup d'attention à la question nationale en essayant de comprendre ce que veulent vraiment les différentes nationalités, et comment les revendications nationales peuvent être intégrées dans un projet plus large.

Je pense que l'extension de la liberté bénéficie à tout le monde, et que plus de liberté, dans le sens d'auto-gouvernement, aidera à résoudre les problèmes nationaux.

Décentralisation, libéralisation - ces deux idées réformistes vont déjà dans un sens positif.

- Vois-tu l'Ukraine comme occupant une place unique dans l'éventail de problèmes nationaux ?

- Je vais dire quelque chose là-dessus, spécifiquement du point de vue d'un Russe. Les Russes ont une vision double de l'Ukraine. Par exemple, les Ukrainiens sont en général les pires à l'intérieur du système, une fois qu'ils y ont été intégrés. Il y a beaucoup d'Ukrainiens, dont presque tous ont oublié leur propre langue et leurs origines nationales, qui sont devenus les pires chauvins grands-russes. Beaucoup de cadres dans la police secrète, la hiérarchie du parti et l'armée viennent d'un tel milieu ukrainien russifié. Il y a plus d'Ukrainiens russifiés

que de Russes à certains niveaux élevés de la bureaucratie. Les bureaucrates les plus répressifs se servent de ces gens-là, à la fois contre les Russes et contre leur propre peuple.

Au sommet de la bureaucratie, tout le groupe autour de Brejnev venait de l'Ukraine. Parmi eux Fedortchouk, personnage en vue du KGB et plus tard de la police régulière, fut l'ennemi farouche du nationalisme ukrainien et de tout autre nationalisme, sauf, bien sûr, le russe.

Il existe un phénomène parmi les Russes que j'appelle la *khokhlophobie*, du mot argotique *khokhl*, utilisés par les Russes pour désigner l'Ukrainien. Il y a dans la république russe une concurrence acharnée entre des bureaucrates russes et ukrainiens (c'est-à-dire bureaucrates ukrainiens russifiés). En effet, beaucoup d'Ukrainiens sont venus ici, où ils ont été facilement assimilés, puisqu'il n'y a pas de grande différence ethnique entre eux et les Russes. Mais parce qu'ils font la concurrence aux Russes en Russie même, il existe une grande haine contre eux au sein de la bureaucratie. C'est cela que j'appelle la *khokhlophobie*. Mais il existe aussi des sentiments anti-ukrainiens parmi des ouvriers et des intellectuels, parce que les Ukrainiens russifiés nuisent beaucoup à l'image de la nationalité ukrainienne. Même des intellectuels dissidents à Moscou ont des sentiments très ambigus sur la question de l'Ukraine. Le mouvement ukrainien en Ukraine est bien sûr considéré comme quelque chose de très important et positif. Mais les Ukrainiens vivant en dehors de leur république sont considérés comme étant parmi les éléments les plus oppressifs du système.

L'Ukraine est une des républiques les plus importantes, et la plus puissante du point de vue économique, possédant beaucoup de ressources naturelles. Mais que veut dire "la question ukrainienne" ? En premier lieu il s'agit d'une question culturelle, une question d'identité nationale, car les Ukrainiens ont leur propre histoire. Aujourd'hui on leur dit que leur histoire est importante uniquement dans la mesure où c'est l'histoire de leur unification avec la Russie. Dans ce sens, ils sont obligés d'oublier leur propre histoire. Il y avait une renaissance culturelle ukrainienne dans les années 1920, mais presque tous ceux qui étaient engagés dans ce mouvement furent éliminés par la suite. Aujourd'hui il existe une culture pseudo-ukrainienne abondante composée principalement d'aspects folkloriques, mais la véritable tradition culturelle ukrainienne ne peut pas être développée.

D'une certaine manière on peut dire la même chose sur n'importe quelle autre république, même la Russie. Mais il faut



Un marché kolkhozien à Moscou (DR)

souligner que l'Ukraine constitue une région hautement développée de l'Union soviétique. Les Ukrainiens produisent davantage que n'importe quelle autre nation de l'Union et il existe un sentiment que la distribution entre les républiques est inégale ; ce qui signifierait que l'Ukraine donne plus qu'elle ne reçoit par rapport à d'autres républiques. C'est d'ailleurs quelque chose qu'elle a en commun avec d'autres républiques développées, notamment les républiques baltes. Le seul exemple d'une république hautement développée qui a évité ce sort est celui de la Biélorussie, où Masherov, dirigeant très populaire du parti, a réussi à créer une certaine autarcie locale. Ce qui serait impossible en Ukraine, étant donné l'importance de cette république et l'imbrication étroite de son économie avec celle de toute l'Union soviétique.

- Quelles sont les possibilités d'une solution progressiste à la situation créée par l'intervention soviétique en Afghanistan ?

- Je n'ai pas l'impression que les éléments authentiquement de gauche de la résistance afghane soient fortes. Mais les courants libéraux et progressistes dans les partis islamiques sont importantes. Le rapport des forces au sein de l'émigration afghane au Pakistan ne reflète pas bien la situation à l'intérieur du pays, où a lieu un processus de

changement. Cette vue est confirmée par les impressions des militaires soviétiques qui reviennent du pays.

La victoire des rebelles ne signifierait pas un retour au statu quo d'avant la révolution, au contraire. C'est à la base de la société afghane que le processus de changement est le plus important. Sinon, la résistance serait incapable de combattre l'armée soviétique de manière efficace. L'expérience la plus intéressante dans ce respect est celle du commandant Massoud de la région du Panshir avec qui les autorités soviétiques sont obligées de négocier et pour qui d'ailleurs ils ont un respect considérable. La résistance à l'intérieur du pays est donc bien placée pour remplacer le régime actuel.

Il y a un problème aujourd'hui dans la mesure où la résistance est beaucoup plus dépendante de l'aide américaine qu'il y a quelques années. Cela veut dire que l'influence étrangère en Afghanistan grandit. Il est donc très important que la gauche en Occident développe ses liens avec la résistance afghane pour aider à renforcer autant que possible les tentatives progressistes contre les tendances réactionnaires. Cela dépend de la capacité de la gauche occidentale d'agir de manière unie et de peser sur la situation. Pourquoi abandonner la résistance afghane à Reagan et compagnie ? Pourquoi ne pas contester leur influence et conquérir un espace politique ? J'ai l'impression que la gauche occidentale a perdu beaucoup d'occasions, mais il n'est

pas trop tard, il lui reste des possibilités.

Ici en URSS, le problème est de faire peser la pression populaire contre la guerre. C'est difficile. La situation n'est pas comparable à celle des Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam. Pourtant, il y a eu des manifestations et des protestations. Même si elles ont été peu efficaces, elles montrent qu'un réel mécontentement existe.

La deuxième chose qu'il faut faire ici est d'exercer une pression sur les cercles réformistes officiels. On le fait déjà et on va continuer. Ce n'est peut-être pas la forme d'action la plus traditionnelle pour des militants de gauche, mais dans la situation actuelle il faut essayer d'influencer les réformateurs et leur donner des idées sur comment sortir de l'Afghanistan. Car plus tard il sera plus difficile de sortir.

- Qu'est-ce que tu penses de l'argument que l'intervention soviétique en Afghanistan serait justifiée objectivement par les progrès sociaux qui y ont été accomplis ?

- Marx avait des choses intéressantes à dire sur le rôle des Britanniques en Inde, faisant remarquer que la présence britannique a aidé à la modernisation de ce pays. Mais s'il faut constater que le processus déclenché par l'invasion britannique a finalement accéléré les transformations sociales en Inde, ce résultat final ne peut nullement justifier l'invasion sur le plan moral.

Comme hier en Inde, aujourd'hui en Afghanistan le résultat final sera le produit à la fois de l'invasion et de la résistance à cette invasion.

- Tu veux dire que les forces soviétiques jouent un rôle contre-révolutionnaire et qu'une résistance révolutionnaire pourrait se développer en réaction à cela ?

- Oui. Je dirais que le régime de Taraki² n'était d'aucune manière révolutionnaire ou socialiste. Il s'agissait d'un régime technocratique et moderniste comparable à celui du Shah en Iran. Le régime de Taraki, comme celui du Shah, manquait presque totalement de base sociale sauf parmi des couches restreintes de la bureaucratie militaire. Depuis le début il dépendait de l'aide politique et militaire soviétique. On ne peut parler de ce régime en termes de progrès social. Il était plutôt anti-social dans la mesure où il essayait d'imposer un modèle de développement à la société contre la volonté de cette dernière. S'ensuivait une révolte de toute la société, comme en Iran. Il s'agissait d'une révolte où se combi-

naient les forces progressistes et réactionnaires, avec un seul objectif commun : se débarrasser d'un régime qui était en train de détruire la société. C'est dans ce sens-là qu'on assiste à une sorte de lutte de libération nationale, dans laquelle il y a, c'est vrai, des éléments intégristes contre-révolutionnaires. C'est une révolte combinée d'une société intégrale contre des éléments qui y ont été introduits de l'extérieur. Au moment où ces éléments allaient être écrasés par la résistance, il y a eu l'intervention soviétique directe, qui est en train de détruire le tissu social, la vie de la société. On ne peut pas faire de vrais progrès sociaux en détruisant toute la structure d'une société par la force.

Le rôle principal de l'Armée soviétique en Afghanistan est militaire. Il n'y a aucun effort pour faire participer les masses au gouvernement du pays, parce que le régime sait que la population est contre lui. Drôle de conception de progrès social qui serait fait contre la volonté du peuple. Ce n'est pas le progrès, c'est la réaction, c'est anti-populaire.

En même temps, la résistance crée l'élan d'un mouvement social. Les gens commencent à résoudre eux-mêmes leurs problèmes, sans aide extérieure. Ils ont des armes entre les mains, ils organisent eux-mêmes la société. Il est intéressant de noter qu'au départ le régime voulait détruire le clergé musulman, l'aristocratie traditionnelle, les propriétaires fonciers, etc. Ces éléments furent expulsés du pays, mais pour être remplacés par l'Etat. Un oppresseur a remplacé d'autres, sans aucun changement fondamental dans les rapports sociaux entre oppresseurs et opprimés.

Puis, après avoir échoué contre la résistance populaire, le régime de Karmal et maintenant celui de Najib essaie de faire le contraire, de mener une politique de réconciliation. Cependant, il ne s'agit pas de se réconcilier avec le peuple, mais avec des chefs de tribus, des éléments du clergé, des propriétaires fonciers dits progressistes, ainsi qu'avec des éléments de la bourgeoisie qui collaborent et font du commerce avec l'Union soviétique.

On peut lire dans la presse soviétique l'histoire d'un propriétaire foncier analphabète qui était opposé au régime, mais qui soutient aujourd'hui la révolution. En effet, pour certains éléments de la classe militaire traditionnelle afghane, il vaut mieux soutenir le régime actuel que le mouvement social, parce qu'ils perçoivent ce régime comme étant moins dangereux pour eux que les paysans en armes.

- Quelle issue vois-tu à la guerre? Quelle serait de ton point de vue la meilleure solu-

tion, et quelle pourrait être la pire ?

- Je crains qu'il y ait beaucoup de "pires solutions". Mais je vois aussi deux ou trois meilleures possibilités. Franchement, je crains un "Kampuchéa afghan". On ne peut pas exclure la possibilité que les intégristes prennent le dessus et détruisent la société avec les méthodes de Khomeini et l'efficacité de Pol Pot. On ne peut pas exclure une telle combinaison de polpotisme et khomeinisme, surtout si rien n'est fait pour aider les éléments les plus progressistes de la résistance. La deuxième possibilité est celle d'une "réconciliation réactionnaire", où les éléments les plus réactionnaires du régime, comme les propriétaires fonciers "progressistes" s'uniraient aux éléments réactionnaires de la résistance et de la société en général.

Il existe pourtant des éléments positifs et la possibilité d'un réel dialogue. Pour que ce dernier se développe il faudrait que le gouvernement soviétique reconnaisse que les prétendus bandits ne le sont pas, mais qu'ils sont des paysans en armes et que c'est à eux que nous devons nous adresser d'abord. Il y a aussi la possibilité d'une retraite soviétique sans conditions si la situation en Union soviétique devenait très mauvaise. Dans ce cas-là je ne peux pas dire ce qui se passerait en Afghanistan, sauf que la guerre civile se poursuivrait probablement. Une telle solution est possible, bien que je ne crois pas que ce serait une bonne solution pour le gouvernement soviétique. Prendre la porte de sortie en "afghanisant" la lutte, en laissant les Afghans se battre entre eux, serait très dangereux.

Bien sûr, il y a d'autres possibilités de compromis entre les factions. De nombreux chemins restent ouverts, mais il y a beaucoup de dangers. La seule possibilité que j'exclus absolument est celle d'une victoire militaire soviétique. Je n'exclus pas la possibilité d'une défaite militaire, parce que l'armée est dans un très mauvais état. J'ai appris beaucoup de choses là-dessus de militaires qui en sont revenus, et je ne peux même pas imaginer la possibilité d'une victoire militaire de la part d'une armée qui est aussi gravement démoralisée par cette guerre coloniale.

Propos recueillis en URSS, Janvier 1987.

² Noor Mohamad Taraki, dirigeant de la fraction Khalq du Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA) fut président du pays de la révolution d'avril 1978 jusqu'à son renversement et assassinat en septembre 1979 par Hafizullah Amin, qui fut à son tour renversé et assassiné trois mois plus tard au moment de l'intervention soviétique. Par la suite le régime de Kaboul a été dirigé par Babrak Karmal, chef de la fraction Parcham du PPDA jusqu'en mai 1986 quand il a été remplacé par l'actuel dirigeant Najibullah (Najib).

Le mouvement anti-guerre, un an après le référendum

Voilà un an, en mars 1986, le mouvement pacifiste dans l'Etat espagnol subissait une défaite avec les résultats du référendum, puisqu'une majorité de votants se prononçait pour le maintien au sein de l'Alliance du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Maintenant, la seule possibilité concrète qui existait pour sortir de l'OTAN a disparu.

Enric PRAT

Beaucoup de gens vont se demander s'il est possible d'obtenir des victoires après l'échec du référendum qui semblait à tous le procédé le plus sûr.

Reconnaître la défaite, comprendre que nous n'avons pas de possibilité de modifier rapidement la situation ouverte par le référendum, ne signifie pas se résigner politiquement aux résultats, pas plus que cela ne signifie réduire les objectifs politiques du mouvement.

Nous continuerons à défendre une politique de neutralité active, comme nous l'avons toujours fait jusqu'à présent. Nous continuons à nous battre pour que l'Espagne quitte l'OTAN - premier pas dans la dissolution des blocs militaires - le démantèlement des bases et des installations militaires américaines, la dénucléarisation totale du territoire, l'arrêt de la fabrication et de l'utilisation d'armes de destruction massive, l'affectation des sommes destinées aux dépenses militaires aux budgets sociaux et une politique de solidarité avec toutes les manifestations de lutte contre l'exploitation et l'oppression dans le monde entier. Ces objectifs, qui étaient au centre de notre programme, ne sont pas de simples mots-d'ordre mais une définition stratégique. Le mouvement que nous voulons construire ne doit pas s'installer dans la situation actuelle - l'appartenance à l'OTAN - mais il doit à nouveau la remettre en question, après une accumulation des forces dans les prochaines campagnes.

Voilà pourquoi nos objectifs demeurent identiques, même s'il est vrai que nous sommes dans des conditions plus difficiles, dans un contexte différent, avec des problèmes nouveaux et une redéfinition des tâches. Pour surmonter les difficultés, nous devons être conscients du fait que nous ne partons

Même si, bien entendu, demeure la perspective de la lutte à moyen et long termes, l'absence d'un mécanisme pour quitter l'OTAN à court terme, a des implications négatives sur l'ampleur de la lutte et crée de forts risques d'épuisement du mouvement.

pas de zéro. Il faut savoir faire fructifier le capital politique et organisationnel que nous avons accumulé toutes ces années. Il ne faut pas oublier que dans le référendum, nous avons eu un large appui social et que sur la base de la campagne anti-OTAN, nous sommes parvenus à organiser un puissant mouvement pacifiste qui a accumulé beaucoup d'expériences y compris dans cette campagne pour le référendum.

COMMENT PROGRESSER ?

Depuis le référendum, le mouvement pacifiste a organisé des mobilisations et des activités diverses qui ont été utiles pour reprendre le travail des collectifs et des coordinations existants, et pour affirmer la poursuite de la lutte contre l'OTAN. Les actions contre les bases américaines, la réponse à l'agression impérialiste en Libye, les activités antimilitaristes, l'envoi de brigades au Nicaragua, ont été autant de stimulants inégalables pour le mouvement. Maintenant, il est certain que ces petits succès ne doivent pas occulter nos problèmes.

Nous traversons une période de difficultés. Il en coûte beaucoup pour toucher les couches qui s'étaient mobilisées lors de la campagne précédant le référendum ; la cohésion interne du mouvement s'est affaiblie ; l'activité militante ne rencontre pas les mêmes résultats pratiques. Nous devons être patients pour pouvoir modifier cette situation et, en même temps, définir quelles doivent être nos lignes d'action.

A notre avis, les axes les plus importants sont les suivants :

- Nous devons conserver l'initiative politique que nous avons eue pendant la campagne référendum, en devançant l'évènement et en faisant face aux chausse-trappes que ne manquera pas de nous dresser le gouvernement.

- La mobilisation demeure le terrain

favorable pour développer la lutte et la conscience pacifiste. Mais pour cela, il nous faut mener des campagnes en profondeur. C'est un travail indispensable si l'on veut faire reprendre lentement la mobilisation.

- La lutte pacifiste se fixe comme objectif la mobilisation de secteurs de masse.

- Il faut impulser une politique d'alliance large avec des partis, des personnalités des syndicats, des associations, des syndicats etc.

- A cette étape de la lutte, nous pouvons développer des thèmes qui avaient été occultés lors du référendum. En premier lieu, la campagne qui nous offre le plus de possibilités à l'heure actuelle, c'est la mobilisation contre les bases américaines et la dénonciation de l'accord bilatéral Etats-Unis/Espagne. D'autres préoccupations se doivent d'être présentes : l'anti-militarisme, l'objection de conscience, le refus de l'armée pour les femmes, les dépenses militaires, la solidarité avec le Nicaragua etc.

LA CAMPAGNE CONTRE LES BASES AMERICAINES

Cette campagne se situe dans le contexte d'un cours de plus en plus "atlantiste" de la politique de défense du gouvernement de l'Etat espagnol et d'agressivité de l'impérialisme américain sur le plan international.

Cette campagne est liée aussi à la présence de la VI^e flotte dans les ports de l'Etat espagnol, la présence militaire américaine et celle, possible, d'armes nucléaires dans ces bases ou en transit sur le territoire espagnol. C'est dire que cette campagne contre les bases américaines implique à la fois la lutte contre les armes nucléaires, contre le militarisme américain et pour une Méditerranée dénucléarisée.

Le budget de la défense de l'Etat espagnol pour 1987

Une première observation des budgets globaux de défense doit inclure non seulement les dépenses ou le budget du Ministère de la Défense mais aussi ceux de la Direction générale de la Garde civile, les classes passives de caractère militaire les organismes autonomes (des diverses nationalités) des ministères de la défense et de l'intérieur liés à la Garde civile, et les dépenses entraînées par la permanence dans l'OTAN qui relèvent du budget des affaires étrangères.

Le budget total des dépenses militaires pour 1987 atteint 1 077 385 millions de pesetas ce qui représente 3,14% du produit intérieur brut estimé pour 1987. En 1986, ce pourcentage était de 3,06%. Il avait atteint son maximum en 1985 avec 3,36% du PIB.

BUDGET GLOBAL DES DEPENSES MILITAIRES EN 1987 (en millions de pesetas)

- Ministère de la Défense	704 077
- Ministère de l'Intérieur	
Direction générale de la Garde civile	128 216
Classes passives de caractère militaire	184 692
- Ministère des Affaires étrangères	
Contribution à l'OTAN	417
- Organismes autonomes	
Ministère de la Défense	58 839
Ministère de l'Intérieur	1 144
TOTAL	1 077 385

Dans les cinq dernières années, le Ministère de la Défense a prévu des investissements pour une valeur d'un milliard de pesetas, la plupart étant consacrés à des achats d'armements. Ces investissements maintiennent un taux de croissance annuel de 6,2% en terme réel (+ 15,2% en termes monétaires). Enfin, dernier élément, l'acquisition de ces nouvelles armes est étroitement liée aux projets de l'OTAN.

Les investissements dans le secteur de la Défense continuent d'accaparer la majeure partie des investissements effectués par l'Etat : 47,6% en 1986 et 43% en 1987. ■

Nous ne voulons pas d'une réduction des troupes américaines mais bel et bien le démantèlement total des bases et des installations américaines sur notre territoire, comme la dénonciation et le non renouvellement de l'accord bilatéral. Notre refus des bases s'inscrit dans le cadre de notre programme contre les dépenses militaires, comme dans l'affirmation d'une politique de neutralité active. Les conversations sur la présence militaire américaine, l'intégration à l'OTAN et l'accord bilatéral sont intimement liées.

Parallèlement à cette question centrale de la présence des bases américaines, nous ne devons pas négliger les autres axes de campagnes :

- Le refus de l'intégration des femmes dans l'armée et la solidarité avec Greenham Common¹.

- La solidarité avec les peuples agressés par l'impérialisme, notamment en Amérique centrale

- En liaison avec notre objectif d'une Méditerranée dénucléarisée et démilitarisée, nous devons chercher à impulser un mouvement pacifiste dans

l'ensemble de la région qui se fixe pour objectifs le démantèlement des bases et des installations militaires des deux grandes puissances militaires, la lutte contre l'agression impérialiste des peuples méditerranéens comme ce fut le cas pour la Libye en avril 1986, et la dénonciation de la présence de la VIe flotte américaine.

- L'explosion de la fusée Challenger en février 1986, la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, les avaries de la centrale nucléaire d'Asco en Catalogne, ont remis à l'ordre de façon beaucoup plus impérative la lutte contre l'énergie nucléaire, civile ou militaire.

- La campagne contre le service militaire, pour le droit à l'objection de conscience et contre la répression des objecteurs et des soldats dans les casernes, a été très importante ces dernières années.

- La dénonciation des budgets militaires par le biais de campagnes impulsant le refus du budget général de l'Etat et "l'objection fiscale".

- La lutte contre la militarisation du territoire que chaque nationalité et chaque

région doit concrétiser en fonction de sa situation spécifique.

- Approfondir la collaboration entre le mouvement pacifiste et les syndicats sur des thèmes comme la reconversion industrielle.

LE MOUVEMENT DOIT-IL FAIRE UN TRAVAIL DANS LES INSTITUTIONS ?

Ce travail dans les institutions est un des débats actuels du mouvement. Le mouvement pour la paix en Europe a eu à faire aux tentatives de certains secteurs de le transformer en un mouvement de pression destiné quasi exclusivement à influencer les décisions gouvernementales ou les partis représentés au parlement. Jusqu'à présent, aucun secteur du mouvement dans l'Etat espagnol n'a posé ce type de problème. Mais bien évidemment, certains ont intérêt à dévier l'activité du mouvement de la mobilisation, la protestation populaire, au profit de pétitions adressées aux institutions. Nous sommes tous d'accord pour dire que nous n'atteindrons pas nos objectifs par des initiatives en direction du parlement, puisqu'il existe la même majorité de députés favorable à l'OTAN et au militarisme.

Mais le problème n'est pas là. Le mouvement doit-il utiliser le parlement pour populariser ses positions ? Ne devrions-nous pas plutôt avoir une position de principe opposée à ce type de politique, puisqu'à l'heure actuelle, cette démarche implique beaucoup plus de risques que d'avantages. Si nous faisons passer nos propositions par le biais de certains groupes parlementaires ou de certains députés, individuellement, comment pourrions-nous contrôler que les objectifs du mouvement ont bien été respectés dans ce dédale des procédures parlementaires ?

Comment pourrions-nous éviter que l'on nous identifie comme "le bras social" de tel ou tel parti ? Comment défendrons-nous l'indispensable indépendance du mouvement, condition de son unité et de sa force sociale ?

Si nous faisons parvenir nos propositions directement au bureau du parlement, nous pouvons d'ores et déjà compter sur le risque de déformation de nos positions voire de boycott, de la part des médias.

Voilà pourquoi ce travail doit être extrêmement secondaire pour le mouvement pacifiste, en pesant à chaque cas concret les avantages et les désavantages.

D'autre part, nous devons prendre en compte que dans d'autres institutions

¹) Sur le mouvement anti-guerre de Greenham Common en Grande-Bretagne, voir *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984.

comme les municipaux. Le travail peut être beaucoup plus productif et moins risqué.

Par ailleurs, certains secteurs du mouvement pensent que celui-ci devrait se définir comme non-violent. Au-delà des désaccords avec ce courant, il est bon de définir d'abord l'accord général qui unit ceux qui pensent que la non-violence est un principe général pour un changement global de société, et les autres.

VIOLENCE ET NON-VIOLENCE

Tous, nous sommes d'accord pour dénoncer les formes de violence existant dans les sociétés actuelles : l'exploitation, l'oppression nationale, le sexisme, le racisme etc. qui sont à la base du système et nécessaires à sa reproduction. C'est la violence institutionnelle.

Nous sommes également tous d'accord pour nous battre contre toute forme de violence institutionnelle qui a pour but de s'opposer à ceux qui ne veulent pas de la reproduction de ce système. De même, nous condamnons tous n'importe quelle forme de violence entre les Etats ou contre un peuple, pour défendre des privilèges. Pour nous tous, la défense de la paix ne se réduit pas à l'absence d'état de guerre mais implique l'élimination de l'exploitation et de l'oppression. Nous reconnaissons tous la légitimité du recours à la violence dans les situations de dictature comme celles que nous trouvons dans le Tiers monde, et la nécessaire solidarité morale et politique avec ses objectifs de libération, contre toute intervention étrangère, comme nous reconnaissons que les formes de violence adoptées par beaucoup de mouvements révolutionnaires naissent de l'impossibilité de rompre l'exploitation par d'autres voies, l'oppression et la violence institutionnelle. Voilà pourquoi on ne peut identifier la violence des oppresseurs et la violence des opprimés.

D'un autre côté, nous sommes tous d'accord pour affirmer que les méthodes d'action non-violentes, comme les manifestations, la grève, les blocages, la désobéissance civile etc., sont justes et utiles, indépendamment du succès ou pas qu'elles obtiennent.

Enfin, nous sommes tous d'accord aussi pour dire que la violence n'est pas une valeur positive en soi, mais un mal, quelque chose que nous voulons extirper de la société que nous voulons construire.

Le débat n'est donc pas là. Il consiste à savoir si oui ou non la violence est un mal nécessaire dans des phases déterminées du processus conduisant à un changement social qui en finisse avec l'exploitation et l'oppression, qui signifie

une paix totale, qui soit capable d'en finir définitivement avec la violence. C'est à dire, si ce que l'on accepte pour certains pays de l'hémisphère sud est aussi valable pour nous. Quant à nous, nous disons oui quand les non-violents répondent par la négative.

Ce débat n'a rien de philosophique. Il a des implications pratiques. La première réflexion qui vient à l'esprit est la suivante : peut-on être un pacifiste conséquent quand on condamne de la même manière la violence de l'Etat et celle des groupes nationalistes révolutionnaires ? Les déclarations de la presse en faveur des extraditions des militants basques ne sont-elles pas plus violentes que les affrontements avec la police dans les manifestations en faveur des réfugiés basques ? Dans cet engagement avec la lutte des opprimés, on ne peut juger de la validité de telle ou telle méthode de lutte avec le seul critère de la non violence, sans prendre en compte un ensemble de circonstances concrètes, voir si elle facilitent la progression de la conscience, l'organisation et les buts des opprimés.

Va-t-on critiquer les piquets qui se forment dans une grève générale ou les ouvriers qui occupent une usine, parce qu'ils utilisent des formes "violentes" sans voir le rôle qu'ont joué ces formes d'action dans la progression de ces luttes et de la conscience ?

Dans la situation politique actuelle, l'immense majorité des actions du mouve-

ment pacifiste doivent prendre, comme par le passé, une forme non-violente. Il nous reste beaucoup de travail à faire pour inventer d'autres méthodes d'action, les expérimenter, les populariser à l'échelle de masse. Il est vrai qu'il existe un chemin connu : manifestations, chaînes humaines, extinction des lumières, sit-in etc. Et beaucoup de ces formes de luttes ont aussi servi à renover de façon non négligeable les méthodes d'action d'autres mouvements sociaux. Une forme de lutte comme l'objection au service militaire a acquis une dimension réelle.

D'autres, comme l'objection fiscale font leurs premiers pas. Mais en général, il reste beaucoup à faire sur le terrain de la désobéissance civile. Nous avons devant nous un champ de travail immense qui ne doit pas être entravé par la nécessité de poursuivre le débat sur la violence et la non-violence.

C'est pour cela, qu'en fonction du travail qui s'ouvre à nous dans la période immédiatement à venir, il ne nous semble pas opérant d'essayer de définir notre mouvement dans l'un ou l'autre sens. Cela ne pourrait que créer des germes de divisions inadaptées à la réalité de la situation actuelle et aux tâches qui nous attendent.

Enric PRAT,
Décembre 1986

Manifestation anti-OTAN (DR)



Duarte dans l'impasse

Le projet électoral du démocrate-chrétien Napoleon Duarte, porté au pouvoir en juin 1984 avait pour but essentiel de réaliser un certain nombre de réformes aplanissant les inégalités sociales les plus flagrantes, afin de disputer sa base sociale au mouvement révolutionnaire et d'ôter toute légitimité à la lutte armée menée par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN).

Les liens étroits du régime Duarte avec l'oligarchie salvadorienne, industriels et grands

propriétaires fonciers, sa dépendance totale à l'égard des Etats-Unis, la crise économique mondiale qui frappe particulièrement l'Amérique centrale, la force militaire croissante du FMLN, ont progressivement réduit les marges de manoeuvre de Duarte vis-à-vis du mouvement de masse. Parallèlement, ce dernier utilisait au maximum le petit espace démocratique ouvert depuis 1984 pour restructurer ses organisations et agir ouvertement.

Arnold BERTHU

L'incapacité de Duarte à réaliser de véritables réformes, notamment une réforme agraire radicale, et à assurer un minimum de progrès économique et social dont profiteraient les couches populaires, a entraîné une véritable crise de confiance au niveau de la propre base de la démocratie-chrétienne, d'autant qu'au début de 1986, le gouvernement devait imposer une série de mesures d'austérité qui frappaient directement les travailleurs, afin de réduire le déficit budgétaire dû en grande partie à l'énorme ponction opérée par les dépenses militaires qui représentent 25% du budget 1987.

UNE CRISE POLITIQUE GRAVE

Pour récupérer une partie de sa base d'appui populaire, en octobre 1986, Duarte a pris un ensemble de nouvelles mesures dont certaines faisaient supporter une partie de l'effort de guerre sur la classe capitaliste salvadorienne, notamment par la mise en place d'un "Impôt pour la défense de la souveraineté nationale", autrement dit un impôt de guerre, portant sur les successions, les profits à l'exportation, le patrimoine etc. Cette décision a entraîné une sévère riposte patronale. Le 22 janvier 1987, le patronat réalisait une grève d'une journée qui touchait près de 70% des entreprises privées contre la politique gouvernementale. L'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), la centrale syndicale classiste qui s'est reconstituée en février 1986 (Cf. *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986) a refusé de s'associer aux protestations patronales et, à cette occasion, le porte-parole du Front démocratique révolutionnaire (FDR) et du FMLN, Guillermo Ungo, devait déclarer que les protestations de la droite sont distinctes et opposées à celles des secteurs populaires et des révolutionnaires, parce qu'elles

"correspondent aux intérêts oligarchiques minoritaires".

Simultanément, les deux principaux partis d'extrême-droite, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) du major Roberto d'Aubuisson et le Parti de conciliation nationale (PCN), se mettaient en grève parlementaire prolongée. Cette grève empêchait Duarte d'obtenir les deux tiers des voix de députés qui lui sont nécessaires pour prolonger l'état de siège en vigueur depuis 1980 et qui, en vertu du décret 50 promulgué en février 1984 doit être reconduit tous les mois. (1)



Duarte, pris entre deux feux (DR)

Le général Blandon, chef d'état-major des forces armées, a durement critiqué cette suspension : "Les possibilités d'enquêtes contre les guérilleros présumés en seront affectées ; les détenus pourront faire appel à un défenseur pendant l'enquête et nous ne pourrions garder à vue ce terroriste que pendant soixante-douze heures".

Finalement, la crise politique menaçant l'ensemble du gouvernement, le 12 février dernier, Duarte faisait marche arrière sous la pression patronale, révisait substantiellement les mesures prises en octobre 1986, en allégeant l'impôt sur le patrimoine et sur le revenu qui devait servir à financer une partie de la guerre.

Mieux, il annonçait simultanément une libéralisation de la commercialisation du café, contrôlée depuis 7 ans par un organisme étatique, l'Institut du café (INCAFE). Non contents de ce succès, les grands producteurs de café demandaient alors la suppression totale du monopole d'Etat sur l'exportation du café. Une semaine plus tard, le 20 février, la droite parlementaire et l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP), obtenaient la capitulation totale de Duarte dans la mesure où la Cour suprême de justice, saisie par un industriel membre de l'ARENA, déclarait inconstitutionnel l'impôt sur le revenu et le patrimoine.

Cette décision met le gouvernement Duarte dans une position budgétaire très difficile car l'armée a déjà dépensé 120 millions de colons (1 dollar = 5 colons), à valoir sur l'impôt de guerre ! Le déficit budgétaire de 1986 était estimé à 900 millions de colons et les dépenses de guerre - hors l'aide américaine (voir encadré) - représentaient 1,5 milliard de colons (300 millions de dollars). La position de Duarte risque d'être d'autant plus périlleuse que le Salvador, à l'instar de tous les autres pays d'Amérique centrale, est affecté par la chute drastique des cours du café sur le marché mondial, provoquant un manque à gagner estimé par la Banque centrale à 250 millions de dollars pour 1987.

Face à cette offensive de l'extrême-droite, Duarte essaie de se reconstituer une

(1) Le décret numéro 50 ne se contente pas de restreindre ou d'annuler tous les droits ou garanties en matière de libertés, il octroie également aux cours militaires la juridiction sur "tous les crimes contre l'existence ou l'organisation de l'Etat ou contre la paix publique" et permet de détenir pour une durée de deux semaines toute personne que les forces de sécurité estiment être suspecte, sans la présenter devant les tribunaux. De plus, ce décret prévoit que les dispositions constitutionnelles contre les aveux obtenus sous la coercition sont légalement inopérantes.

certaine base populaire. Quelques jours avant de faire ces concessions à l'oligarchie puis de céder entièrement, le PDC avait convoqué une manifestation de soutien populaire à sa politique. Toutes les autorités civiles avaient été mises à contribution pour mobiliser les agents des services publics, les chômeurs remis au travail pour nettoyer la capitale des effets du tremblement de terre. Dans les campagnes, les "rabatteurs" du PDC offraient de 15 à 25 colons, somme bien supérieure au salaire journalier d'un ouvrier agricole, pour obtenir une large participation.

Simultanément, d'un côté la droite appelait à ne pas participer à la démonstration ; de l'autre, le FMLN organisait une grève des transports ce même jour et l'UNTS demandait aux travailleurs de ne pas se joindre à la manifestation.

Finalement, le 7 février, plus de 50.000 personnes répondirent à l'appel du PDC. Ce chiffre est loin d'être négligeable même s'il est inférieur à celui qu'escomptaient les organisateurs.

DUARTE DANS L'IMPASSE

Duarte semble bel et bien dans l'impasse mais il serait certainement prématuré de pronostiquer sa chute rapide, car les Etats-Unis n'ont pour l'instant d'autre carte politique à jouer.

En 1981, 1982, 1983, les Etats-Unis avaient soutenu à la fois la démocratie-chrétienne de Duarte, l'extrême-droite avec l'ARENA et le PCN, en leur demandant de s'entendre pour gouverner le pays ensemble en étroite collaboration avec les forces armées. En 1984, l'administration Reagan a révisé sa politique.

Elle a misé sur la démocratie-chrétienne aux dépens de l'ARENA et du PCN. Duarte a pu ainsi bénéficier de l'aide de la puissante démocratie-chrétienne européenne, notamment des Allemands et des Italiens. (2)

Le projet des Etats-Unis, et pour lequel Duarte était indispensable, était de combiner quatre éléments : les élections, les réformes, la répression sélective, la guerre contre le FMLN. Ainsi pensaient-

L'armée absorbe 25% du budget (DR)



L'intervention américaine au Salvador

Aide U.S. au Salvador en milliers de dollars

1979	9 590	1980	58 549
1981	149 258	1982	277 611
1983	329 045	1984	531 331
1985	452 048	1987	770 000

Entre 1979 et 1987, l'aide US au Salvador a été multipliée par 80. Elle a atteint plus de 2,5 milliard de dollars soit une somme supérieure au total de la dette extérieure du Salvador, 2,12 milliards de dollars.

Selon une étude réalisée en 1985, la commission du congrès US chargée du contrôle des armements et de la politique extérieure a établi que 75% de cette aide est destinée en pratique à la guerre. Si on prend en compte que le plan "Unis pour reconstruire", lancé en 1986, permet à l'armée d'utiliser des fonds US destinés aux réformes, à l'infrastructure publique, à la santé, à l'école, on comprend la véracité de l'affirmation du FMLN selon laquelle l'armée salvadorienne reçoit quotidiennement 2 millions de US\$.

Ces dernières années, le Salvador est devenu le pays d'Amérique latine qui reçoit la plus grande "aide" américaine alors que la population salvadorienne ne compte que 5 millions d'habitants ! Sur le plan mondial, le Salvador vient en 4ème position dans le hit-parade des pays les plus soutenus par les USA, les trois premiers étant Israël, l'Egypte et la Turquie.

La présence militaire américaine directe au Salvador est faible (il y avait 40 soldats US en 1980, il y en avait 100 en 1985) mais il n'y a aucun doute sur le fait que la stratégie et la tactique des forces armées salvadoriennes sont directement contrôlées par les USA.

En plus, il faut tenir compte du fait que des milliers de militaires salvadoriens sont passés par des écoles militaires américaines et qu'ils s'entraînent régulièrement avec les soldats US et honduriens sur le territoire de ce pays.

Les manœuvres conjointes USA-Honduras sont particulièrement importantes (il y a plus de 1 800 militaires US en permanence au Honduras auxquels s'ajoutent des contingents de troupes spéciales d'intervention pour la durée des nombreuses manœuvres) ; elles sont notamment organisées à quelques kilomètres des zones septentrionales du Salvador, bastions du FMLN, à savoir le Morazan et le Chalatenango.

Par ailleurs, la revue américaine *The Nation* vient de révéler dans son numéro de mars 1987, que l'AID avait consacré une partie de son budget qui se monte en 1986 à 3,5 millions de US\$ pour le Salvador, pour amener l'UPD à quitter l'UNTS.

The Nation déclare que le Secrétaire général de l'UPD, Ramon Mendoza, a reçu une première somme de 3 000 US\$ en novembre 1986 en échange de sa rupture avec l'UNTS.

Le principal intermédiaire dans cette affaire est l'Institut pour l'aide au développement du syndicalisme libre (AIFLD) créé par l'AFL-CIO en 1962 en étroite collaboration avec la CIA.

Reagan, ce n'est guère brillant.

- Les élections : elles ont contribué sans aucun doute à donner une légitimité internationale au gouvernement salvadorien, légitimité et audience qu'il ne pouvait revendiquer avec des dictatures militaires ouvertes. Mais, au plan intérieur, si lors des élections de 1984-1985, le projet Duarte a récolté un certain appui populaire, les illusions de certains secteurs des masses se sont vite dissipées.

- les réformes : elles sont bloquées. La deuxième phase de la réforme agraire n'a

2) En 1986, l'aide de la démocratie-chrétienne allemande a été de 42 millions de dollars. Un accord a été signé en février dernier portant cette aide à 70 millions de dollars pour 1987. Des négociations sont en cours pour octroyer 30 millions de dollars supplémentaires au Salvador. Ces fonds sont essentiellement utilisés dans le cadre du plan "Unis pour reconstruire" et dans l'assistance à la petite entreprise privée, l'objectif étant de recréer une base sociale à Duarte.



La répression continue, même si elle choisit plus ses victimes (DR)

pas été réellement mise en oeuvre ; le gouvernement revient en arrière sur les nationalisations opérées par la junte militaire fin 1979 début 1980 en ce qui concerne la commercialisation du café ; et, surtout, le niveau de vie des couches populaires s'est dégradé très fortement. Duarte est pris en étau entre des concessions populistes qui seraient nécessaires et l'intransigeance des classes possédantes qui n'entendent pas céder d'un pouce sur leurs privilèges.

- La répression sélective : si la répression massive, sanglante, a été fortement réduite dans les villes, la répression sélective demeure. En 1986, la commission (non-gouvernementale) des droits de l'homme a comptabilisé 1 821 assassinats; 213 disparitions et 1 100 prisonniers politiques (voir interview page 20) à Mariona et Ilopango. Mais cette répression sélective n'a pas été suffisante pour empêcher le renforcement et la radicalisation du mouvement de

masse organisé (3).

- La guerre contre le FLMN : c'est le fiasco total. Le Front a accru ses forces armées, augmenté et étendu sa capacité d'action militaire à l'ensemble du pays et regagné des forces très importantes dans les villes. Le FMLN a réussi à créer une situation de double pouvoir sur le plan géographique : deux armées et deux autorités se font face dans le pays et Duarte a dû amorcer un dialogue avec les révolutionnaires à La Palma en octobre 1984, sans que ces derniers déposent les armes ou cessent leurs opérations.

Le Salvador en quelques chiffres

Population : 4 772 000 en 1985. Très haute densité de population. Le secteur agricole est le principal secteur économique au niveau de l'emploi, de la production. C'est aussi celui de la plus forte exploitation des travailleurs. Les 3 produits principaux sont le café, le coton et la canne à sucre.

Le secteur industriel représente 15% de la population active. La concentration économique est très poussée : 60 familles contrôlent 84,5% de tout le capital par action, tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Ces familles forment le noyau de l'oligarchie capitaliste du Salvador.

La réforme agraire, la nationalisation de banques et du commerce du café réalisées fin 1979 début 1980 pour contenir le mouvement de masse, n'ont pas modifié la concentration du pouvoir économique capitaliste.

Le produit intérieur brut de 1985 est inférieur de 20% de celui de 1978 et atteint à peine le niveau de 1973. Le produit intérieur brut par habitant est en chute libre ces dernières années ; celui de 1986 atteint le niveau de celui de 1965.

Evolutions du salaire réel (base 100 = 1970)

	1970	1980	1984
salaire minimum des ouvriers agricoles	100	82,9	57,9
salaire minimum des ouvriers d'usine	100	115,8	96,5
salaire minimum des travailleurs du commerce	100	105,8	88,2

Taux d'inflation et de chômage

	1979	1982	1984	1985	1986
taux d'inflation	15,9	11,7	11,7	22,1	30
taux de chômage	6,7	30	30	30	35

ECHEC POLITIQUE DANS LES VILLES

En février 1986 est née l'UNTS qui scellait l'alliance entre d'une part, le courant syndical lutte de classe qui s'est développé en 1984-1985 et d'autre part, l'UPD, la Confédération des associations coopératives du Salvador (COACES) et l'Association nationale des indigènes salvadoriens (ANIS) qui avaient constitué une partie essentielle de la base électorale du Parti démocrate-chrétien (PDC) en 1984-1985. Cette unité témoignait du développement de l'organisation des masses, ouvriers, salariés des services publics, paysans, étudiants etc., et de leur radicalisation à gauche. L'UNTS regroupait 35 000 membres. Pour y faire face, le PDC aidé de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (AIFLD), lié à la CIA, créait l'Union nationale ouvrière et paysanne (UNOC) et

(3) En février 1987, le FMLN a imposé la libération de 99 prisonniers politiques, dont 52 guérilleros et 47 syndicalistes en échange du Colonel Avalos prisonnier du front depuis octobre 1985.

"La situation au Salvador est polarisée entre le FMLN, et les Forces armées"

Bernabe Recinos est à la direction du mouvement syndical indépendant au Salvador depuis 14 ans. Il est une des bêtes noires de Duarte comme il le fut de divers gouvernements militaires qui se sont succédés dans ce pays. Emprisonné entre 1980 et

1984, il ne fut libéré que grâce à la pression internationale exercée sur Duarte. Il est membre de FENASTRAS et à la direction de l'UNTS. L'interview que nous reproduisons est extraite de la revue *Pensamiento Propio*. ■

- *Pensamiento Propio* : Face à la situation de guerre, quels sont les objectifs du mouvement ouvrier salvadorien ?

- **Barnabé RECINOS** : Pour nous, le principal problème de la situation c'est le refus du gouvernement de répondre aux demandes de dialogue et la politique suivie depuis 1981, consistant à augmenter qualitativement et quantitativement la guerre. Pour ouvrir un dialogue, ce gouvernement pose comme condition absurde au FMLN que ce dernier consente à déposer les armes. Il est évident que la guérilla ne va pas déposer les armes puis - que c'est une armée à l'égal de l'armée qu'elle a en face d'elle. Au Salvador, il y a deux armées, et aucune d'elles ne peut de - mander la reddition de l'autre.

Cette intensification de la guerre a pour conséquence, une aspiration croissante du peuple salvadorien à pouvoir vivre en paix. Ce peuple exige la paix mais la demande de dialogue n'est pas une revendication isolée. Il est faut de penser qu'aujourd'hui il y aurait le dialogue et demain, la paix. Cette exigence du peuple se traduit par l'organisation populaire à tous les niveaux, de la même façon que le peuple a choisi d'autres formes d'organisations après qu'on lui a nié pendant tant d'années toute expression par la voie électorale.

Si les gouvernements ne laissent pas le choix aux travailleurs, ces derniers sont obligés de recourir à la violence, puisque la violence est la seule réponse du gouvernement aux travailleurs. Au fur et à mesure que les travailleurs amélioraient leur organisation, le gouvernement répondait par une répression accrue.

Pour les travailleurs il s'agit donc d'une question d'auto-défense, d'une meilleure forme d'organisation et, au Salvador, il existe une tradition et une expérience de défense armée des masses. Il n'est alors guère étonnant que face à la négation de toute voie politique et face à l'augmentation de la répression, réappa - raissent les milices de travailleurs dans les zones urbaines.

- **Le gouvernement accuse l'UNTS d'être des terroristes, qualificatif qu'elle accole également au FMLN. Quelles sont aujourd'hui les possibilités de développement du mouvement ouvrier ?**

- La crise économique est très grave au Salvador. Elle touche durement et directement les travailleurs. Avec cette aggravation de la crise, la misère s'accroît mais parallèlement s'accroissent également les revendications vis-à-vis du gouvernement. Le mouvement ouvrier s'est renforcé quantitativement et qualitativement et ses efforts unitaires s'expriment dans la formation de l'UNTS. La conscience politique du mouvement ouvrier va augmentant parce que les alternatives politiques de ce gouvernement n'ont rien apporté à la population.

Le gouvernement a toujours essayé de déconsidérer les organisations unitaires du mouvement ouvrier dans l'opposition, en voulant les présenter comme de simples appendices du FMLN. Cette campagne n'a d'autre but qu'une justification de la répression. Nous pensons que le gouvernement va augmenter la répression contre le mouvement syndical parce que son plan politique a d'ores et déjà fait faillite. C'est à peine s'il lui reste quelques espaces de propagande au plan international. Mais malgré cela, l'UNTS est une alternative puissante capable de disputer sa base sociale à la démocratie chrétienne.

Notre politique consiste à chercher des alliances avec d'autres organisations autour d'objectifs communs et de renforcer ainsi l'unité du mouvement ouvrier. Avec l'Unité populaire démocratique (UPD) qui, pour des raisons d'autonomie organique est sortie de l'UNTS, nous maintenons l'unité d'action autour de la défense d'une plate-forme de revendications. Nous avons également de larges points d'accord avec l'Union nationale ouvrière et paysanne (UNOC), proche de la démocratie chrétienne. A notre sens, l'élément déterminant c'est que la gravité de la situation est identique pour tous les travailleurs.

- **Comment voyez-vous la fin de la crise salvadorienne ?**

- Avec le tremblement de terre, la crise s'est encore aggravée. Economiquement nous sommes tombés au niveau de 1961, vingt-cinq ans en arrière ! Le pays "consomme" plus de devises étrangères qu'il n'en rentre dans le pays. Les Etats-Unis donnent 300 millions de dollars par an en armement et la guerre coûte au pays 2 millions de dollars par jours. La fuite des capitaux l'an passé a atteint environ 5 milliards de dollars. La fermeture de nom -

breuses usines après le tremblement de terre a aggravé la situation des travailleurs dont le pouvoir d'achat a baissé de près de 30%. Tous ces faits montrent l'urgence de trouver une solution au conflit que connaît le Salvador.

Cette solution doit être cherchée en accord avec le FDR-FMLN. Tous les secteurs de la société salvadorienne doivent participer à la recherche d'un consensus et la solution serait de parvenir à un gouvernement de consensus national.

- **Y-a-t-il à l'heure actuelle de réelles possibilités de mise en place d'un dialogue ?**

- Pour le moment nous ne voyons aucune possibilité de dialogue, mais nous pensons que, confrontée à la détérioration des positions de la démocratie-chrétienne au Salvador, l'administration Reagan va essayer de recomposer le pouvoir politique en donnant un espace plus grand à l'entreprise privée et à l'oligarchie agraire. Le gouvernement démocrate-chrétien se trouve dans une situation grave puisqu'au niveau national, il n'y a pas de représentativité, et au niveau international, il est complètement déconsidéré, il s'acharne à chercher une défaite militaire du FMLN ce qu'il ne peut obtenir. Dans la classe ouvrière, parmi les travailleurs, cette attitude du gouvernement ne peut qu'accroître l'organisation en vue du dialogue.

- **En plus du gouvernement et de la guérilla, les deux belligérants en présence, on parle d'une "troisième force". Peut-elle constituer une alternative politique ?**

- La troisième force n'est pas un choix politique, mais elle est importante pour élargir les alliances, impulser des plates-formes d'actions communes et pour l'enrichissement de la vie politique nationale ; mais comme elle n'a pas de programme définitif, comme elle ne représente pas une force militaire, elle ne peut faire figure d'alternative dans une guerre puisqu'au Salvador la situation est polarisée entre les forces armées et les Etats-Unis d'une part, le FMLN -FDR de l'autre. ■

Propos recueillis par
Maria Camina
pour *Pensamiento Propio*,
Managua, février 1987

multipliait les pressions sur la direction de l'UPD afin d'essayer de reconstituer la base sociale du PDC. En novembre 1986, la direction de l'UPD décidait de se retirer de l'UNTS en expliquant que celle-ci prenait des positions trop radicales (voir interview). Cette défection constitue une victoire pour Duarte. Néanmoins, COACES et ANIS, initialement liées à l'UPD, demeurent dans l'UNTS et il semblerait qu'une partie de la base de l'UPD ait également décidé de rester au sein de l'UNTS.

Si l'on en juge par les capacités de mobilisation que l'UNTS a réussi à affirmer en janvier 1987, malgré le départ de l'UPD, on peut considérer que le mouvement n'a pas été fortement affecté par la division. En effet, plus de 35 000 personnes ont répondu à l'appel de l'UNTS en manifestant à San Salvador, la capitale, le 17 janvier alors que l'UPD, sans même parler de l'UNOC, demandait à ses adhérents de s'abstenir de manifester et que l'armée empêchait une centaine de cars de rejoindre la manifestation.

Malgré la répression, les licenciements, les captures de syndicalistes, les assassinats, le nombre de grèves est resté élevé - 150 contre 172 en 1985 - et la solidarité ouvrière a permis la libération de la secrétaire aux relations internationales de la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS) Febe Velasquez, membre de l'exécutif de l'UNTS, enlevée par l'armée et que le ministère de l'Intérieur accusait d'appartenir aux Forces armées de la résistance nationale (FARL), l'une des cinq composantes du FMLN.

En août 1986, Duarte en personne avait justifié ainsi la capture de syndicalistes, au moment de l'enlèvement du secrétaire général d'un des syndicats de FENASTRAS : *"Les guérilleros s'infiltrèrent partout... C'est pourquoi les corps de sécurité ont pour attribution d'enquêter là-dessus. Voilà pourquoi ce syndicaliste a été capturé"*.

Enfin, pour faire face aux grèves, le gouvernement Duarte a fréquemment recouru à la militarisation des entreprises.

...ET DANS LES CAMPAGNES

L'année 1986 s'est caractérisée par la mise en chantier du plan *"Unis pour construire"*, qui vise à rompre l'isolement de l'armée par rapport à la population. *"La guerre comporte 90% de politique, d'économique, de social et d'idéologique et seulement 10% de militaire"* (Proceso numéro 269) affirment aujourd'hui les stratèges militaires salvadoriens. Le plan *"Unis pour reconstruire"* vise à gagner cette guerre. Ce plan, défini à Washington, consiste notamment à réinstaller à la campagne des populations qui ont été déplacées ou qui ont fui la guerre et le bombardement. L'armée est le canal par lequel l'aide économique et logistique est apportée aux civils qui se réinstallent à la campagne. Les forces armées se substituent donc aux autorités civiles nationales et locales dans des

domaines qui dépassent largement leurs compétences "normales" : logement, équipements collectifs, santé etc.

L'aide financière, que s'approprie l'armée, provient en majeure partie de l'Alliance internationale pour le développement (AID), organisme américain lié à la CIA. Dans les nouveaux villages, l'armée tente de constituer des unités de défense civile, chargées de former un rempart humain entre elle et le FMLN. Cette opération s'apparente aux "aires de développement" créées par l'armée guatémaltèque depuis 1982 et aux "villages stratégiques" créés au Sud-Vietnam au début des années soixante-dix.

Il est difficile de se faire une idée exacte de l'efficacité du plan *"Unis pour reconstruire"*, mais il est certain que les militaires sont incapables de véritablement dialoguer avec la population même si on leur fait suivre des cours... de relations publiques ! Par ailleurs, les communautés chrétiennes de base, inspirées par la théologie de la libération, organisent une partie significative de la population rurale vivant dans les zones de guerre.

Enfin, le FMLN a réussi à créer dans une centaine de localités, une situation impossible pour l'armée et le pouvoir civil légal.

L'exiguïté du territoire salvadorien, la densité de la population, l'importance de la Force armée salvadorienne et ses moyens de répression (bombardements etc.) ne permettent pas la constitution permanente de zones libérées au sein desquelles se réorganiserait la vie sociale de manière stable. Le FMLN, fort d'environ 10 000 guérilleros, doit lutter d'une forme particulièrement différente des modèles chinois, vietnamien, yougoslave, cubain ou même nicaraguayen.

L'un des commandants du FMLN, Ana Guadalupe Martinez, précise ce qu'il faut entendre par zone contrôlée par le FMLN : *"Ce que nous avons fait, c'est ne pas accepter que le Parti démocrate-chrétien ou un autre parti de droite ait des maires dans les zones où nous nous mouvons. Depuis un an et demi, nous les avons capturés, ou ils se sont enfuis vers les chefs-lieux départementaux. Mais nous ne les avons pas remplacés par de nouvelles autorités car celles-ci auraient été assassinées en cas d'intervention de l'armée. Le peuple, voyant qu'il n'y avait plus d'autorités, a cherché à s'organiser et à créer des éléments de pouvoir juridique, législatif etc., un pouvoir local qui résout les problèmes de la population."*

Evidemment, les personnes qui participent à ce "pouvoir", savent qu'elles ne peuvent rien faire contre les intérêts du peuple et du FMLN. Ce n'est pas dû au fait que nous installerions de nouvelles autorités. Non, c'est la population elle-même qui s'organise en comités de quartier, en conseils communaux, exigeant l'eau, l'électricité, les équipements médicaux. C'est une autogestion de la population qui demande à être respectée par l'armée et le FMLN. En plus, cette population brandit le drapeau de la

neutralité. C'est dire que l'armée ne peut pas liquider ces autorités et que, nous autres, nous devons respecter l'organisation qui provient du peuple lui-même. C'est ce qui s'est passé dans presque cent villages du pays, ceux dont nous avons renvoyé les maires et les autorités civiles. C'est ça l'existence du double pouvoir"; (El Nuevo Diario, 12 novembre 1986).

ECHEC MILITAIRE

Depuis 1981, date de l'offensive générale lancée par le FMLN, jamais l'armée n'avait développé un si grand effort sur le plan militaire qu'en 1986.

En cinq ans, l'armée salvadorienne a triplé ses forces en passant de 17 000 à 50 000 hommes, grâce à l'aide militaire américaine qui se monte aujourd'hui à plus de deux millions de dollars par jour. En 1986, elle a tenté, en vain, d'infliger une défaite stratégique au FMLN, en menant des opérations de très grande envergure.

Ainsi l'opération Fenix, lancée contre un des bastions du FMLN, la région de Guazapa, a duré six mois - de janvier à juin 1986 - durant lesquels les bombardements furent incessants. 1 000 personnes ont été déplacées, 500 furent emprisonnées. L'armée salvadorienne a combiné bombardements aériens et interventions massives de troupes d'élite, rendues très mobiles par l'utilisation simultanée de 60 hélicoptères de transport.

Cette opération a entraîné le dépeuplement presque complet de la région et semble avoir obligé le FMLN à une retraite momentanée. Depuis, il a repris le contrôle de la région.

L'armée salvadorienne a essayé de reproduire le même scénario dans une autre région, le Chalatenango, avec beaucoup moins de succès.

En septembre 1986, au moment où la troisième réunion du dialogue FMLN-Duarte devait se tenir à Sesori, l'armée a mobilisé 30 000 hommes. (Cf. *Inprecor* numéro 230 du 17 novembre 1987)

Dans l'ensemble, le FMLN a réussi à parer l'attaque et, mieux, il est parvenu à porter des coups très durs à l'armée salvadorienne. C'est ainsi que le 19 juin 1986, il attaquait et occupait pendant plusieurs heures, la principale garnison du pays, San Miguel, causant à l'armée 200 pertes, morts et blessés.

Finalement, le bilan militaire global de 1986 n'est pas favorable à l'armée. Le FMLN a démontré ses capacités opérationnelles dans les diverses régions du pays. Il contrôle environ 25% du territoire. Grâce à une intensification de ses activités en fin d'année, il a réussi à infliger plus de 6 000 pertes - morts et blessés - aux forces armées salvadoriennes, alors que dans le même temps, selon l'armée elle-même, les pertes infligées au FMLN étaient inférieures à celles de 1985 (863 morts en 1986 contre 1 147 en 1985).

Le FMLN aura réussi à imposer en 1986, 7 grèves des transports routiers et ferroviaires qui ont rencontré un succès important comme les années précédentes. Pendant les récoltes de café et de coton, le FMLN a également réussi à imposer aux propriétaires fonciers le paiement de salaires décents aux ouvriers agricoles.

L'année 1987 a commencé par un renforcement des attaques du FMLN au cours de l'opération "Janvier héroïque". Cette opération a connu un tel succès qu'elle a été prolongée d'un mois au cours duquel des casernes importantes de villes moyennes ont été attaquées. Cette offensive du FMLN a obligé les forces armées à réaliser des opérations de riposte dans presque tous les départements du pays.

DUARTE... FAUTE DE MIEUX

Ce projet contre-insurrectionnel, misant sur la démocratie-chrétienne est donc bel et bien un échec, mais il n'y en a pas d'autre qui puisse le remplacer dans l'immédiat.

Reste le changement de personnel. Duarte peut être remplacé par un autre membre de la DC, le candidat le mieux placé paraissant être Abraham Rodriguez, l'un des dirigeants les plus à droite du PDC, pressenti d'ailleurs pendant la crise politique de janvier-février. Mais la question principale est de savoir si les Etats-Unis peuvent se permettre de remettre en place une dictature militaire ouverte ou porter au pouvoir les partis à la droite de la DC, soit par des élections soit par une crise ministérielle combinée à une éventuelle scission de la DC sur sa droite. Or, jusqu'à présent, les Etats-Unis comme les forces armées salvadoriennes ont assuré Duarte de leur soutien.

Un tel choix paraît bien impraticable, bien plus risqué que le prolongement de la vie d'un gouvernement démocrate-chrétien, même dans l'impasse.

Pourquoi cette solution est-elle peu envisageable ? Parce que l'engagement de l'armée sur deux fronts, celui de la guérilla et celui du mouvement de masse, ne peut être opéré avec les seules forces de l'armée salvadorienne, même si ces dernières sont passées de 17 000 hommes en 1980 à plus de 50 000 aujourd'hui. L'armée américaine se verrait contrainte d'intervenir de plus en plus massivement, entraînant des milliers d'hommes dans la bataille avec toutes les répercussions que l'on imagine tant sur le plan intérieur que sur la scène politique internationale, au moment où l'URSS joue à fond la carte de la détente.

LES SUCCES DU FMLN

En 1984, 1985, 1986, avec ses propositions de dialogue-négociation, le FMLN s'est donné les moyens de reprendre l'initiative politique et de couper l'herbe sous le pied de Duarte. Tout en augmentant la pression militaire, il a réussi à créer un espace de lutte politique

Communiqué du Front démocratique révolutionnaire (FDR) et du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN)

Nous portons à la connaissance du peuple salvadorien, des peuples d'Amérique centrale et de l'opinion publique internationale que le 30 novembre dernier, nos Fronts respectifs représentés par le Comité exécutif du FDR et le Commandement général du FMLN, ont signé un pacte politique qui réactualise les termes de l'alliance démocratique révolutionnaire.

Ce pacte politique synthétise l'expérience de notre alliance au cours de ces six ans de guerre populaire révolutionnaire, son développement, les points marqués par notre peuple dans sa lutte contre la dictature pro-impérialiste et pour le triomphe de la révolution.

Nous déclarons :

1) Le FDR et le FMLN poursuivent le même objectif : la défaite du projet contre-insurrectionnel de l'impérialisme américain et de ses alliés au Salvador et le triomphe de la révolution démocratique, anti-oligarchique et anti-impérialiste.

2) Le FDR et le FMLN luttent pour le pouvoir politique au Salvador afin de pouvoir conduire la société salvadorienne à la réalisation de son projet national, pluraliste et non-aligné qui se trouve exprimé dans la plate-forme de Gouvernement démocratique révolutionnaire (GDR) qui a donné vie à cette alliance.

3) Notre alliance est une alliance stratégique par les conditions concrètes mêmes dans lesquelles notre peuple lutte. Seul l'effort conjoint de nos fronts et des organisations qui les composent pourra permettre de conquérir et préserver les objectifs que nous nous fixons.

4) Nous sommes une alliance pluraliste et démocratique ce qui implique le respect mutuel et le débat le plus large sans sectarisme, sans dogmatisme et sans hégémonisme.

5) Vu le caractère pluraliste de notre alliance, le FDR n'est ni le bras politique du FMLN ni ce dernier, le bras militaire du FDR. Ce sont deux organismes différents et séparés mais étroitement liés et coordonnés, avec des objectifs communs.

6) Le FDR et le FMLN discuteront ensemble la ligne politico-militaire à suivre et élaboreront ensemble la stratégie et la tactique communes et le plan d'action. Les décisions se prendront au consensus.

7) Le FDR et le FMLN s'informeront et se consulteront mutuellement et de façon permanente, s'accordant pour mettre en place les mécanismes et instruments nécessaires à cette tâche.

8) Les différends qui ne pourront être dépassés par le biais de la discussion seront du ressort de l'autonomie dont jouit chacune des composantes de l'alliance, la possibilité de la divergence et de la critique constructive publique, demeurant ouverte.

Ce pacte est l'expression du nouveau développement atteint par nos organisations et de leur engagement dans la lutte. Il représente pour notre peuple, un pas en avant dans la voie de la liberté.

Mexico, 15 décembre 1986
Bureau de presse du FMLN -FDR.

pour le mouvement de masse qui se reconstituait.

Après son écrasement et son démantèlement en 1980, 1981, 1982, le mouvement de masse ne pouvait pas être recomposé à la ville et dans les campagnes sur la base d'un soutien à la lutte armée révolutionnaire menée par le FMLN. Se battre ouvertement pour une telle perspective, aurait signifié une politique suicidaire de la part des cadres du mouvement populaire et leur isolement par rapport aux masses. La proposition du dialogue lancée par le FMLN a offert une perspective politique au mouvement de masse : pression pour mettre Duarte sur la défensive afin qu'il participe réellement à une négociation avec les insurgés afin d'aboutir à la paix.

"La lutte pour démontrer qu'il existe une solution politique juste au Salvador, c'est nous qui devons la mener. Si nous refusons le dialogue, non seulement nous

perdrions notre crédibilité, mais surtout, nous créerons une frustration à l'intérieur du peuple qui subit les bombardements et la répression" précise le commandant du FMLN, Ana Guadalupe Martinez (op. cité). Pendant un temps, Duarte lui-même a utilisé la proposition de dialogue de manière offensive pour marquer des points vis-à-vis de la population salvadorienne et pour soutenir son opération de charme sur le plan international.

Mais c'est la pression militaire du FMLN et l'appui populaire de plus en plus massif à la proposition de dialogue faite par le Front, qui a obligé Duarte à s'asseoir par deux fois à la table des négociations avec les révolutionnaires et, du coup, à leur reconnaître une légitimité et une représentativité incontestables.

"Quand nous mettons en avant la solution politique par la voix du dialogue, nous obligeons le gouvernement salvadorien à prendre position, à dire s'il

est oui ou non favorable au dialogue et à mettre en évidence sa politique : écraser le FMLN militairement. Durant une large période, Duarte n'a pas voulu dialoguer et le monde le condamnait. Quand il s'est rendu compte de ce que cela lui coûtait politiquement, il décida d'adapter sa position en utilisant le dialogue de manière tactique, non pas pour chercher une solution politique au conflit mais pour gagner une légitimité" (Ana Guadalupe Martinez, op. cité).

AUCUNE ILLUSION SUR UNE ALLIANCE REELLE

Le FMLN a évité soigneusement de répandre la moindre illusions sur les possibilités d'alliances réelles avec Duarte, l'armée, ou l'oligarchie. Il a constamment utilisé l'arme du dialogue pour démontrer que Duarte, comme l'armée, comme l'oligarchie, sont des alliés et des courroies de transmission de l'impérialisme américaine.

"La bannière du dialogue est pour Duarte, un simple jeu politique limité à la nécessité conjoncturelle de couvrir son projet. Duarte et la démocratie-chrétienne ne constituent pas un pouvoir en soi. Leur rôle se limite à être de simples instruments de la politique du gouvernement Reagan" (4)

Le FMLN a mis en pratique une stratégie qui combine la lutte armée, en ayant créé en moins de 10 ans une véritable armée révolutionnaire, la lutte politique pour la conquête de l'hégémonie sur les masses et pour accélérer la crise de la bourgeoisie au pouvoir, le rôle de la solidarité internationale, des initiatives diplomatiques et enfin, une vision globale de la révolution américaine.

Le FMLN a su surmonter son éloignement des masses qui s'est produit en 1980, 1981, 1982, suite à la répression massive et sanglante du mouvement populaire. Il a évité une déviation qui aurait consisté à privilégier le facteur militaire au détriment de l'organisation des masses.

"Dans une guerre populaire, le rôle du facteur militaire n'est pas absolu. Ce qui est décisif pour un mouvement révolutionnaire c'est de savoir s'il a atteint l'accumulation militaire nécessaire qui, conjuguée aux facteurs politiques, permet de changer le rapport de forces. En 1983, bien que les coups militaires du FMLN aient poussé l'armée au bord de l'effondrement, l'absence d'une montée du mouvement de masse a empêché que les victoires militaires n'entraînent des changements significatifs dans le rapport de forces" (Villalobos op. cité)

De même, le FMLN a également tiré les leçons de la surestimation qu'il avait faite lors de "l'offensive finale" de janvier 1981, des capacités des masses à s'insurger alors qu'elles avaient déjà subi des coups très durs. Ces dernières années, le FMLN a accordé une très grande attention aux luttes revendicatives et renforcement de l'organisation des masses.

Enfin, le FMLN a su avancer selon le moment différentes propositions politiques. Ainsi, la proposition du Gouvernement provisoire à ample participation (GAP) faite en janvier 1984 (Cf. *Inprecor* numéro 170 du 2 avril 1984), a été essentiellement utilisée comme arme politique pour gagner l'appui des masses et mettre en crise le gouvernement Duarte dans une situation où la DC jouissait encore d'un certain appui populaire, sans qu'il y ait ambiguïté sur la perspective révolutionnaire du FMLN.

"Dans la lutte sociale actuelle, ce qui est en jeu, ce n'est pas la demande d'une ouverture ou d'un réformisme dosé par les Américains et admis par l'oligarchie. Ce qui est en jeu c'est la mise en cause du système en soi, avec l'exigence de changements profonds (...) Dans notre pays, on pourra parler d'élections après que la structure du pouvoir militaire, économique et politique se recompose (...) Les forces politiques, économiques et sociales salvadoriennes qui sont convaincues de la nécessité d'introduire des changements structureaux dans notre société pour obtenir la paix, constituent la majorité (...). la solution négociée ne peut être conçue pour éviter les changements sociaux, mais au contraire, elle doit permettre de les réaliser dans le cadre d'un consensus national" (Villalobos, op. cité).

Le 15 décembre 1986, le FDR et le FMLN ont inclus dans le texte de renouvellement de leur alliance (voir encadré) la perspective du Gouvernement

démocratique révolutionnaire (GDR), comme axe fondamental de leur bataille au plan politique. La plate-forme du GDR avait été adoptée par les organisations révolutionnaires salvadoriennes en février 1980 et reprise par le FDR en avril 1980. Il ne sert à rien d'épiloguer sur le fait que le GDR est réaffirmé et le GAP mis de côté. La cohérence d'ensemble subsiste : tout en maintenant fermement la perspective révolutionnaire, le FMLN peut être amené, comme il l'a fait hier avec le GAP, à mettre en avant des propositions tactiques liées aux conditions concrètes de la lutte.

En ce qui concerne les prochaines échéances de la lutte, le FMLN reste prudent : il constate que le niveau d'organisation des masses a atteint un niveau élevé mais n'en déduit pas pour autant, la perspective d'une insurrection à court terme. La tâche de l'heure est à l'accumulation des forces du côté de la guérilla comme du mouvement de masse, accumulation qui se combine à l'initiative politique et militaire. Et le renforcement en cours de l'unité des forces qui constituent le FMLN est aussi une des clés de l'avenir.

Arnold BERTHU,
27 mars 1987

(4) Joaquín Villalobos : "L'état actuel de la guerre et ses perspectives", 1986. *Inprecor* publiera dans un prochain numéro de larges extraits de ce document très important qui fait le point de la stratégie du FMLN.

Dans la prison de Mariona

Les prisonniers politiques salvadoriens sont répartis dans deux établissements pénitentiaires, Mariona pour les hommes, Ilopango pour les femmes.

Mercedes Sanz, du Parti socialiste ouvrier (PSO), la section suisse de la IVe Internationale, a pu visiter la prison de Mariona.

LA PRISON DE MARIONA - SAN SALVADOR

- **Inprecor** : Tu as pu entrer dans la prison de Mariona. Peux-tu en donner les caractéristiques principales ?

- **Mercedes Sand** : Mariona comporte plusieurs secteurs :

- le secteur C - psychiatrie. S'y trouvent les prisonniers considérés comme "malades mentaux". Ils sont une cinquantaine et ne se déplacent pas librement ;

- le secteur 2 qui comprend les prisonniers politiques, de 800 à 1 000 ;

- le secteur des prisonniers de droit commun qui sont environ 2 000 et parmi

lesquels on rencontre des membres des escadrons de la mort ;

- le secteur de la "préventive" dans lequel on trouve les militaires poursuivis par la justice militaire.

Cette prison est située approximativement à 4 kms du centre de la ville de San Salvador, en bordure de la route qui mène à Quetzaltepeque. Une grande porte de fer barre l'accès au chemin qui mène à l'édifice pénitentiaire. A l'entrée de celui-ci, les gardiens demandent aux visiteurs de laisser leur passeport ou leur carte d'identité et enregistrent le nom du prisonnier que vous voulez rencontrer. Ensuite, on fouille les colis de nourriture destinés au prisonnier. Enfin, hommes et femmes sont séparés et fouillés méticuleusement.

Cette partie administrative terminée, on accède à l'intérieur de la prison en aboutissant dans la cour des prisonniers de droit commun.

Les jours de visite, des attroupements se forment autour de certains de ces prisonniers qui font des harangues. On m'explique qu'ils parlent de leur cas personnel - c'était le cas d'une femme qui criait - ou qu'ils font du prosélytisme pour l'une ou l'autre secte religieuse.

De là, nous entrons dans l'aile des prisonniers politiques. Il n'y a pas de porte de séparation entre les droits communs et les politiques. Celle-ci - comme celles des cellules - a été enlevée après le tremblement de terre d'octobre 1986 et ce, en prévision d'un autre séisme toujours possible. Néanmoins, il n'y a pas beaucoup d'échanges entre les prisonniers des deux secteurs : les politiques se méfient des mouchards qui sont infiltrés parmi les communs. Ces mouchards proviennent essentiellement du secteur préventif où l'on trouve les militaires sanctionnés.

- Les prisonniers politiques sont-ils organisés ?

- Depuis le 15 septembre 1980, les "politiques" se sont dotés d'un comité des prisonniers politiques à l'intérieur de la prison. Sa tâche : obtenir l'amélioration de conditions de détention et défendre les droits des détenus. Il existe aussi une junta directrice. Cette junta est élue en assemblée générale et coordonne l'action des commissions suivantes :

- La commission de culture, de propagande et de scolarisation. Elle organise des cours d'alphabétisation, de littérature, de philosophie et de politique (quand il y a des "professeurs" disponibles). Ce sont les prisonniers eux-mêmes qui enseignent.

- La commission des sports. Par exemple, ils ont constitué une équipe de football appelée... Farabundo Martí. Les politiques ont obtenu de pouvoir participer à des tournois à l'extérieur et peuvent se déplacer avec jusqu'à 200 prisonniers comme supporters.

- La commission d'assistance sociale qui se charge de la clinique, de l'hygiène et des problèmes de maintenance (électricité, eau,...).

- La commission de discipline qui règle les problèmes qui peuvent surgir entre prisonniers.

Il existe aussi un office d'assistance juridique, toujours entièrement organisé par les politiques : on y reçoit des conseils juridiques,... Enfin, un bureau interne tient à jour la liste des prisonniers avec une série de renseignements généraux (date d'entrée, etc...).

Les prisonniers ont organisé une série d'actions dont des grèves de la faim. La plus longue dura 57 jours en 1985.

- Peux-tu donner un exemple d'action et nous dire ce qu'elle a apporté ?

- Ils ont obtenu de pouvoir recevoir



une visite intime de leur compagne pour une durée de 12 heures, une fois par semaine.

Initialement, les autorités de la prison exigeaient un paiement en contrepartie. Les prisonniers rejetèrent ce système, firent la grève de la faim et refusèrent de réintégrer leur cellule à l'heure réglementaire, 6 heures du soir. De cette manière, les gardiens étaient incapables de procéder à l'appel. Leur action fut payante.

Par ailleurs, l'action du 9 octobre 1986 - à la veille du tremblement de terre - me semble particulièrement importante.

Ce jour-là, les prisonniers politiques décidèrent d'interdire aux gardiens armés l'accès du secteur de la prison qui est réservé aux politiques. Ils se sont barricadés dans leur secteur. La commission de discipline s'est chargée de faire l'appel des détenus et a remis le rapport aux gardiens.

Suite à cette action, ils ont obtenu que les gardes entrent non armés et soient accompagnés d'un membre de la commission de discipline qui fait l'appel des détenus.

Maintenant, les détenus réintègrent à 9 heures du soir leurs cellules dont les portes et les barreaux ont été enlevés. Le reste du temps, ils circulent librement dans leur secteur.

- Les prisonniers politiques ont visiblement réussi à imposer une sorte de "double pouvoir" à l'intérieur de la prison. Peux-tu expliquer maintenant ce qui se passe avant l'emprisonnement ?

- 75% des prisonniers politiques sont d'extraction paysanne. Beaucoup n'ont pas participé aux activités du FMLN mais ils sont considérés comme sa base sociale et sont dès lors accusés de collaboration ou d'appartenance au FMLN.

Conformément au décret 50 en vigueur en vertu de l'état de siège, l'armée ou la police peut détenir pendant 15 jours un citoyen qu'elle soupçonne d'appartenir au FMLN.

Pendant cette période, le capturé n'a aucun droit de défense. Cette période est mise à profit par les corps de sécurité, pour appliquer la torture afin d'obtenir une confession. Cette confession est extra judiciaire dans la mesure où le capturé est amené à faire une déposition devant eux et non devant un juge.

Si, à force de torture, ils arrivent à obtenir une confession, celle-ci est considérée comme un élément suffisant pour justifier une détention préventive qui peut aller jusqu'à 121 jours. Cette période de détention préventive s'effectue dans la prison de Mariona. Dans les 60 jours, le prisonnier doit être entendu par un juge d'instruction militaire. A ce moment-là, le prisonnier peut ratifier ou nier la déclaration qu'il a faite devant les corps de répression : il peut déclarer qu'elle a été obtenue sous la torture.

En août 1986, avec la création par les prisonniers de l'office d'assistance juridique, les autorités militaires ont changé de tactique. Après 15 jours de garde à vue, le capturé est immédiatement entendu par le juge d'instruction militaire sans passer par Mariona. La pression sur lui est dès lors plus forte dans la mesure où il risque d'être torturé ou de disparaître s'il refuse de confirmer sa confession.

Il faut ajouter que la défense des prisonniers par des avocats est rendue difficile dans la mesure où ceux-ci sont menacés de mort par les groupes paramilitaires ou sont accusés du même type de délit que celui qui est reproché à leur "client". Certains avocats qui défendent efficacement leurs clients grâce à des liens avec les juges militaires, se font payer un prix élevé. Un membre de la commission des droits humains a été mis en liberté le 1er octobre après que sa famille ait versé 6 600 colons (1US\$ = 5 colons). Signalons que le salaire mensuel d'un ouvrier de la capitale s'élève à 450 colons, celui d'un ouvrier agricole à 240 colons.

- Le 13 janvier 1987, l'opposition parlementaire de droite a refusé de voter la prorogation de l'état d'urgence en vigueur depuis 7 ans. Duarte n'a pas su réunir les 2/3 des voix nécessaires. L'état d'urgence a donc été levé. Du moins provisoirement. Quelle est la situation des prisonniers politiques en ce moment ?

- Tout individu capturé et accusé de délit politique peut être détenu 72 heures par les corps de sécurité. Mais dernièrement, ce délai n'a pas été respecté, il a été dépassé.

La situation est complexe car à peu près tous les prisonniers politiques qu'ils soient à Mariona ou à Ilopango, sont incarcérés en vertu du décret 50 de l'état d'urgence. Dernièrement un homme de Duarte, Ricardo Acevedo Perolta, a annoncé qu'un projet de loi va être soumis à l'assemblée législative en vue de remplacer le décret 50. Mais on n'en connaît pas le contenu.

Personnellement, je pense qu'ils vont introduire des réformes qui tiennent compte des pressions internationales qui s'expriment aux Nations-Unies. Ils vont modifier la façade sans modifier le contenu.

Propos recueillis
par Arnold Berthu ;
20 mars 1987.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

TCHÉCOSLOVAQUIE

D'un procès politique à l'autre

Le procès des membres de la section de Jazz de l'Union des musiciens (voir *Inprecor* numéro 236 du 16 février 1987) s'est terminé le 12 mars par la condamnation de son président, Karel Šrp et de son secrétaire, Vladimír Kouril, à des peines de prison ferme de 16 à 10 mois respectivement. Les trois autres inculpés ont reçu des peines de prison avec sursis. Bien que moins graves que celles prévues, ces peines restent inacceptables. La section de Jazz a annoncé son intention de poursuivre ses activités et d'exiger la libération des prisonniers. Mais déjà se profile le prochain procès pour délit d'opinion en Tchécoslovaquie.

Le 22 janvier 1987, Petr Pospíchal, ouvrier de 27 ans et militant de la Charte 77 dans la ville de Brno, a été arrêté. Le 3 février, il a été inculpé du délit criminel de "subversion de la République" (article 98/1, 2ab du Code pénal) et risque une peine de prison de 3 à 10 ans. Pour reprendre les termes des chefs d'accusation, Petr Pospíchal est accusé d'avoir "à partir d'une date qui n'a pas pu être précisée, mais en tout état de cause au moins à partir du milieu de 1985 et jusqu'au moment de son arrestation, par hostilité au système socialiste ainsi qu'au système d'Etat de la République, rassemblé des écrits, à la fois étrangers - surtout polonais - et venant de l'intérieur du pays, à la production desquels il a participé, et notamment celui qui s'appelle *Informace o Charte 77* (...) et a établi des contacts actifs avec le regroupement polonais hostile connu sous le nom de 'Solidarité' ainsi qu'avec des personnes hostiles dans les cercles tchécoslovaques émigrés à l'étranger".

Le Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies (VONS) a lancé un appel international pour la solidarité avec Pospíchal, en s'adressant plus particulièrement à Solidarité en Pologne et aux "amis en RDA, en Hongrie et en Union Soviétique". Le 12 février fut créé à Prague et à Brno un Comité pour la libération de Petr Pospíchal comprenant des militants connus de la Charte 77, notamment l'ancien premier ministre des Affaires étrangères en 1968, Jiri Hájek, les écrivains Václav Havel et Ludvík Vaculík, ainsi que des personnalités catholiques et protestantes.

Le 17 février, le conseil provisoire de Solidarité a fait une déclaration protestant

contre l'arrestation de Pospíchal. Cette déclaration est signée par sept des dirigeants principaux de Solidarité, dont Zbigniew Bujak, Władysław Frasyniuk et Bogdan Lis.

Il est probable qu'une des principales raisons pour l'inculpation de Pospíchal est l'inquiétude des autorités de Prague à cause de l'augmentation des échanges et même de la coopération entre la Charte 77, Solidarité et d'autres groupes en Hongrie et en RDA. Cette coopération s'était illustrée en octobre 1986 par la déclaration commune de 122 dissidents venant de ces quatre pays à l'occasion du 30e anniversaire de la révolution hongroise de 1956 (voir *Inprecor* numéro 229 du 3 novembre 1986). ■

ALLEMAGNE

De nouveau les 35 heures

La bataille pour les 35 heures, qui avait mobilisé d'importants secteurs de la classe ouvrière allemande en 1984, va reprendre au printemps 1987.

Les négociations sur la réduction du temps de travail a commencé depuis plusieurs semaines et il est clair pour tout le monde que le patronat n'est pas plus disposé à céder aujourd'hui qu'il ne l'était en 1984.

L'article qui suit est extrait de *Sozialistische Zeitung* du 12 mars le journal du Parti socialiste unifié (VSP) dans lequel militent des partisans de la IVe Internationale.

Le boycott des heures supplémentaires impulsé par l'IG Metall dans la région de Bade-Wurtemberg commence à montrer ses effets. De même l'IG Metall a eu une participation importante dans les grèves qui se sont produites. "L'offre" faite par le patronat lors de la cinquième rencontre de négociations sur les 35 heures, montre bien que l'action collective des ouvriers de la métallurgie sera nécessaire s'ils veulent faire aboutir les revendications.

Les propositions patronales sont les suivantes :

- A compter du 1er juillet 1988, la semaine de travail sera réduite progressivement d'une heure et demie pour atteindre les 38 heures. Ce devrait être chose faite à la fin de juin 1991.

- Au niveau individuel, la semaine de travail pourra s'étaler entre 36 heures et 40 heures.

- Le calcul de la durée moyenne du travail ne s'étendra plus sur deux mois mais sur une année.

- Les samedis doivent être inclus dans

le calcul normal du temps de travail.

- A compter du 2 avril 1987, les salaires seront augmentés de 2,7%. A partir du 1er juillet 1988, une autre augmentation de 1,5% prendra effet.

Avec sa proposition d'atteindre les 38 heures à la mi-1991, le patronat entend faire comprendre qu'il est peu envisageable de penser que les 35 heures pourraient sortir de cette négociation. D'autre part, calculer le temps de travail moyen sur une année indique clairement sa volonté de moduler la durée du travail selon les besoins saisonniers de l'entreprise, ce qui ouvre la voie à une intensification considérable du travail avec des équipes plus réduites.

La transformation du samedi en journée de travail "normale", liée à ce nouveau mode de calcul, implique la mise en place de nouveaux modèles de travail posté et une plus grande amplitude d'utilisation de l'appareil de production. Pour le moment, l'expert salarial de l'IG Metall a déclaré que le syndicat ne s'opposerait pas à une extension. Quiconque laisse ouverte cette question de la rentabilisation de l'appareil de production s'apercevra aussitôt qu'il est inévitablement entraîné dans une discussion sur l'extension du temps de travail en équipe et le week-end, et sera de plus en plus sur la défensive vis-à-vis du patronat.

Tout montre aujourd'hui que l'IG Metall aura le soutien massif des travailleurs si elle présente clairement son alternative aux propositions patronales au lieu de l'obscurcir. Le succès des actions qui ont été menées jusque là le démontre bien. ■

NICARAGUA

Crise de la contra

La crise que traverse la "contra" nicaraguayenne prend des allures de débâcle. Après la démission d'Arturo Cruz à la mi-mars du triumvirat qui dirige l'Union nationale d'opposition (UNO), le "bras politique" de la contra, c'est maintenant au tour du leader de l'Union démocratique nicaraguayenne-Forces armées révolutionnaires (UDN-FARN), "El Negro" Chamorro, de se retirer de l'UNO. L'UDN-FARN opère du territoire costaricain.

A la mi 1985, l'administration Reagan avait créé l'UNO pour donner au mouvement contre-révolutionnaire une image d'unité et de légitimité internationale et essayer de gommer l'aspect peu reluisant offert par la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) principa-

lement composée d'ex-gardes somozistes et dirigée par l'ancien colonel de la Garde nationale, Enrique Bermudez. Mais Washington est visiblement peu capable de contrôler les querelles intestines de la contra, provoquées par la lutte pour l'argent et le pouvoir.

Après Arturo Cruz, qui a reconnu qu'il avait l'an dernier reçu plus de 7 000 dollars par mois de la Maison blanche "pour maintenir sa famille" (sic), la presse américaine vient de révéler que Chamorro avait également été payé par la CIA pour que son groupe, l'UDN, se joigne à l'UNO. Difficile dans ces conditions "que les forces rebelles soient perçues comme un mouvement de libération et non une légion de conquistadores" comme le souhaitait Arturo Cruz.

Simultanément, plusieurs chefs de commandos de la FDN ont fait parvenir à Alfonso Robelo, qui demeure à la tête de l'UNO, une lettre dans laquelle ils se plaignent de la gestion des fonds attribués par le Congrès américain.

De son côté, le groupe miskito KISAN, également membre de l'UNO, n'est pas épargné par la crise. L'un de ses chefs de file, le commandant Marcelo Melado, vient de déposer les armes. Quant aux autres dirigeants des groupes contras qui ne sont pas partie prenante de l'UNO, Alfredo César du Bloc d'opposition du Sud (BOS, héritier de l'ARDE d'Eden Pastora) et Brooklyn Rivera de MISURATA, ils ont "accueillis avec plaisir" ces démissions diverses, espérant ainsi que Washington leur prêterait plus d'attention (et de crédits !).

ETATS-UNIS

Victoire contre la discrimination

En 1970, Diane Joyce trouve un emploi dans le Département municipal des routes de Santa Clara, Californie. Là elle travaille pendant cinq ans comme employée de bureau et, en 1975, elle devient la première femme du service à occuper un poste dans la maintenance des rues.

En 1979, Diane Joyce, comme onze autres ouvriers, postule à l'emploi de contremaître qui est à pourvoir. Elle passe les examens requis et ses résultats doivent lui permettre d'accéder à l'emploi.

Mais Diane Joyce doute qu'on prenne sérieusement en compte ses qualités : elle est une femme et sait parfaitement que c'est un handicap pour ce genre d'emploi. Pour parer à toute éventualité, elle contacte le bureau chargé d'appliquer "l'action affirmative" dans le comté. Cette "action affirmative" a pour but de renverser la discrimination au travail dont sont victimes les Noirs et les femmes. Diane Joyce voit ses craintes justifiées puisque des 258 emplois qualifiés que compte le Département, aucun n'est occupé par une femme ! Toutefois, après intervention du bureau, elle se voit attribuer la place de contremaître.

Cette décision est aussitôt remise en question par un collègue masculin de Diane Joyce qui fait valoir de meilleurs résultats à l'examen et sur la base de cet argument, fait appel devant la Cour fédérale.

Le 25 mars dernier, la Cour suprême a tranché sur le cas de Diane Joyce, mais aussi beaucoup plus largement sur l'application de "l'action affirmative". Elle a étendu ce droit par un jugement qui renforce incontestablement les droits des Noirs et des femmes en matière d'emploi.

La Cour, dans son verdict, déclare que les employeurs doivent promouvoir femmes et Noirs afin de "remédier au déséquilibre existant dans les catégories d'emplois où s'exerce traditionnellement la ségrégation" même si des hommes ou des Blancs ont de meilleurs résultats. C'est la première fois que la Cour formule explicitement dans ses attendus qu'une femme doit être choisie aux dépens d'un homme dans une telle situation. Jusqu'à présent, "l'action affirmative" donnait la préférence aux femmes en cas d'égalité uniquement.

Le jugement (6 pour - 3 contre) précise également que les employeurs doivent utiliser le programme "d'action affirmative" pour harmoniser la composition de la main-d'œuvre à celle de la population d'une zone particulière, même si, dans le passé, aucune discrimination n'a pu être prouvée.

Les opposants à "l'action affirmative" dont des porte-parole de l'administration Reagan, ont fait connaître leur mécontentement de cette décision de la Cour suprême.

Ce verdict est une nouvelle arme dans les mains des femmes et des Noirs qui vont poursuivre leur combat pour accéder aux emplois des nombreux secteurs de l'industrie - généralement les plus qualifiés et les mieux payés - qui étaient virtuellement réservés jusque là aux hommes blancs.

ETAT ESPAGNOL

Il y a cinquante ans, Guernica

Voilà cinquante ans, le 26 avril 1937, les avions allemands de la Légion Condor qui, dans le cadre de la "non-intervention" des puissances étrangères dans la Guerre civile espagnole, prêtaient main-forte aux franquistes insurgés, bombardaient et rasaient Guernica, ville symbole de la nation Basque.

"Le jour avait été bien choisi. Le lundi est jour de marché à Guernica et tous les paysans des environs affluent dans la ville. Il était 16H30, le marché était plein, les paysans arrivaient toujours quand la cloche de l'église sonnait le tocsin pour avertir que les avions approchaient.

Cinq minutes plus tard, apparut un seul bombardier allemand. Il décrivit un cercle à basse altitude au-dessus de la ville et



larga six grosses bombes, visant apparemment la station de chemin de fer. Une pluie de bombes et de grenades s'abattit sur un collège, sur les maisons et sur les rues avoisinantes. Puis l'avion s'éloigna. Cinq minutes plus tard, apparut un second bombardier qui lança ses bombes sur le centre ville. Un quart d'heure plus tard, ce fut au tour de trois Junkers qui poursuivirent le travail de destruction. A partir de ce moment, l'intensité du bombardement augmenta ; il ne s'arrêta qu'à 19H45.

La ville, grosse de 7 000 habitants auxquels il faut ajouter 3 000 réfugiés, avait été détruite systématiquement et sur un rayon de huit kilomètres, d'autres avions se chargeant d'incendier les fermes de la région, l'une après l'autre.

2 000 personnes environs périrent sous les bombes.

Une importante série d'activités sont prévues dans la ville de Guernica du 16 au 26 avril 1987, qui reflèteront le rôle de Guernica comme ville de la résistance et de la culture d'Euskadi.

Après le traditionnel "Aberri Eguna" (jour de la nation basque) le 19 avril, se tiendra notamment un Congrès pour la Paix, auxquels sont invités des mouvements et des pays qui luttent pour leur libération : Kanaks, Salvadoriens, Philip-pins, Irlandais, Nicaraguayens etc.

Les activités prévues sont organisées par une assemblée d'organisations et de groupes, parmi lesquels l'Assemblée des femmes de Biscaye, les Communautés de base, les comités écologistes et anti-nucléaires, Herri Batasuna, nos camarades de la LKI etc.

AFRIQUE DU SUD

La censure quotidienne

Plusieurs numéros de "International Viewpoint", équivalent d'*Inprekor* en langue anglaise ont été bannis en Afrique du Sud depuis plusieurs mois.

Il y a deux sortes de "bannissement" pour les journaux et publications. La première consiste purement et simplement à interdire totalement d'être en possession de la publication incriminée. La seconde interdit la vente et la distribution sans

interdire la possession privée d'un exemplaire.

Des milliers de journaux, revues et livres sont ainsi frappés d'interdit au pays de l'apartheid. Ce sont en premier lieu les publications des organisations sud-africaines interdites qui constituent l'essentiel de cette censure. Mais depuis quelques années s'y sont ajoutées certaines publications d'organisations légales sud-africaines dont tel ou tel article gêne la bureaucratie policière. Enfin, depuis que l'Afrique du Sud constitue un des points chauds du globe, est venue s'y ajouter toute une série de journaux et revues étrangères et en langue anglaise prenant position ou informant de la situation dans ce pays. Par ce seul exemple on peut mesurer ce qu'est le monde grotesque et étouffant de l'apartheid. Pour contrôler l'interdiction de ces milliers de publications, il faut en effet entretenir un vaste appareil de bureaucrates dans les ambassades et en Afrique du Sud même dont la mission "historique" est de dépister le "poison subversif" dans tout ce qui paraît.

Evidemment beaucoup de classiques marxistes sont prohibés. Mais l'autre grand domaine qui terrorise les représentants de la "race des seigneurs" c'est tout ce qui se rapporte au sexe: une conception assez étendue de la "pornographie" qui évidemment s'attaque d'abord à l'homosexualité.

Ainsi dans la grande liste officiel des écrits maudits le chapitre "Lenine" précède "lesbianisme"... On imagine à peine le digne représentant de l'ambassade sud-africaine de Londres contraint, pour la défense de la patrie, de faire tous les sex-shops de la ville afin de relever la somme des titres et éditions qu'il doit promptement indiquer à ses chefs afin d'établir le décret d'interdit !

Malheureusement pour les défenseurs de l'ordre moral - raciste - l'Afrique du Sud peut de moins en moins être coupée du monde. Les idées circulent bien plus facilement que les publications elles-mêmes. Il est peut être aisé de signer une circulaire interdisant une revue publiée en Europe. Il doit être beaucoup plus difficile d'interdire aux Sud-Africains eux-mêmes de penser, de débattre et de lutter. Il semble même que ce soit maintenant le principal danger pour cette pègre raciste, beaucoup plus que des revues militantes publiées à l'étranger. C'est bon signe. ■

BELGIQUE

Vague de grèves en Flandre

Depuis trois mois, les Flandres connaissent une vague de luttes importantes. Le moteur de la lutte, dans la majorité des cas, c'est la négociation des conventions collectives. Les travailleurs entendent ainsi récupérer les pertes subies du fait de la politique d'austérité du gouvernement Martens. Déjà, un certain nom-

bre de succès ont été obtenus, comme dans la chimie anversoise (Cf. *Inprekor* numéro 236 du 16 février 1987). Autre fait marquant, ces luttes démarrent le plus souvent après la signature d'une convention de secteur ou même, après la conclusion d'un pré-accord entre syndicats et patrons. Au rattrapage des pertes salariales s'ajoutent les problèmes de l'emploi et des conditions de travail.

Confronté à la concurrence, le patronat tente de réorganiser la production et rentabiliser l'outil de travail en introduisant, comme dans l'ensemble de l'Europe, les horaires variables, la polyvalence, le travail le samedi, autrement dit, la "flexibilité" du travail.

Beaucoup de travailleurs faisaient peu confiance au discours gouvernemental invoquant la nécessité de l'austérité pour assurer l'emploi. Aujourd'hui, cette défiance s'est mue en réaction collective dans les entreprises.

Cette combativité des travailleurs ne va pas sans tensions avec les directions syndicales.

Ces dernières étaient alignées sur les accords inter-professionnel. Mais traduits

au niveau de chaque branche et de chaque entreprise, les travailleurs ont trouvé ces accords bien maigres. Ces tensions coïncident avec l'arrivée de toute une nouvelle couche de militants et de délégués syndicaux venus à l'action syndicale ces dix dernières années. Ayant maintenant acquis la confiance de leurs camarades de travail, ils commencent à prendre position face aux appareils des centrales syndicales. C'est cette couche de militants et de délégués qui tiennent dans leur main la possibilité du développement d'un syndicalisme de combat en Flandres.

Enfin dernier point à souligner, ces conflits, menés en commun par les deux grandes centrales belges, la Confédération de syndicats chrétiens (CSC) et la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), socialiste, sont éclairants sur le rapport de force existant entre les deux organisations. La CSC voit son orientation de "sacrifices utiles" et son image de syndicat soi-disant "responsable" battue en brèche par sa propre base et même si elle demeure majoritaire, la FGTB se renforce dans les grandes entreprises. ■



INPREKOR POLONAIS VIENT DE PARAÎTRE AU SOMMAIRE DU NUMERO 23 :

- * Débats au sein du mouvement social polonais, avec la reproduction d'une contribution de A. Slowik, président de "Solidarnosc" de la région de Lodz, "pour un retour aux sources syndicales de Solidarnosc".
- * Analyse des manœuvres d'automne du régime du général Jaruzelski, de la situation du mouvement "Solidarnosc" et des tâches qui en découlent pour lui.
- * Interview d'un membre de la commission ouvrière clandestine des sidérurgistes de "Solidarnosc" du complexe Nowa Huta (Cracovie) à propos de la tactique des manifestations de rue.
- * Reproduction de la déclaration idéologique et politique du Comité constitutif provisoire du Parti ouvrier de la République Autogérée (RPRS).
- * Dossier sur la révolution hongroise de 1956, avec notamment l'analyse de l'attitude des forces armées au cours de ce mouvement par le général B. Kiraly, ancien commandant de la Garde nationale.
- * Témoignage d'un insurgé.
- * Article consacré à l'attitude des soldats soviétiques durant l'insurrection.
- * Témoignage de Sandor Racz, président du Conseil ouvrier central du Grand Budapest en 1956.

Dossier pour la formation consacré à l'oppression des femmes en Pologne et en Europe occidentale.

"Inprekor" polonais est disponible à la librairie La Brèche, 9 rue de Tunis, 75011 Paris au prix de 15 FF. On peut également le commander ou s'y abonner (75FF pour six numéros) à la PEC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France. Les chèques doivent être libellés au nom de la PEC, avec mention "pour Inprekor polonais".